

RAPPORT FINAL

ASIE

AFRIQUE

AMÉRIQUE DU NORD

AMÉRIQUE DU SUD

EUROPE



Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie

L'AVIS DES CITOYENS DU MONDE POUR LA COP21

10 000 CITOYENS, 97 DÉBATS DANS 76 PAYS





ARGENTINE



CHINE-TAIPEI TAINAN



ZAMBIE

DÉBAT CITOYEN PLANÉTAIRE SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE

RAPPORT FINAL

Publié par le Danish Board of Technology, Missions Publiques et la Commission nationale du débat public, Septembre 2015.

EDITEURS:

Bjørn Bedsted, coordinateur global Débat Citoyen Planétaire et responsable de DBT International au sein de la Danish Board of Technology Foundation

Yves Mathieu, co-coordonateur du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie et Directeur de Missions Publiques

Christian Leyrit, co-coordonateur du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie et Président la Commission nationale du débat public (CNDP)

ISBN 978-87-91614-18-7

Photos : Partenaires WWViews

Carte : Dixen Design

Illustration : niels@bobojesen.com

Conception : Dixen Design

Ce rapport final peut être téléchargé à l'adresse suivante : climateandenergywwviews.org



WWVIEWS

a/s The Danish Board of Technology Foundation

Toldbodgade 12

DK-1253 Copenhague K

Téléphone : +45 33320503

E-mail : tekno@tekno.dk

Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie doit sa grande réussite aux efforts exemplaires des partenaires nationaux et régionaux au sein de l'Alliance WWViews et au soutien de nombreux sponsors. Nous remercions tout particulièrement le ministère français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE), le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), la Présidence de l'Assemblée nationale française, la Commission nationale du débat public (CNDP), les 13 régions françaises coordonnées par l'Association des Régions de France (Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Centre-Val-de-Loire, Franche-Comté, Guadeloupe, Haute-Normandie, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes), le groupe ENGIE (GDF Suez), l'Agence fédérale allemande de l'environnement, l'Agence spatiale européenne (ESA), la Fondation de France, le groupe EE-LV et le groupe Socialiste du Sénat français, la Fondation KR danoise, le ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, Grenoble-Alpes Métropole et la Ville de Paris. L'envergure et la couverture à l'échelle mondiale du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie n'auraient pu être les mêmes sans leur contribution. Nous sommes particulièrement reconnaissants au secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), qui a activement participé au lancement et à la mise en place de cette consultation citoyenne mondiale.

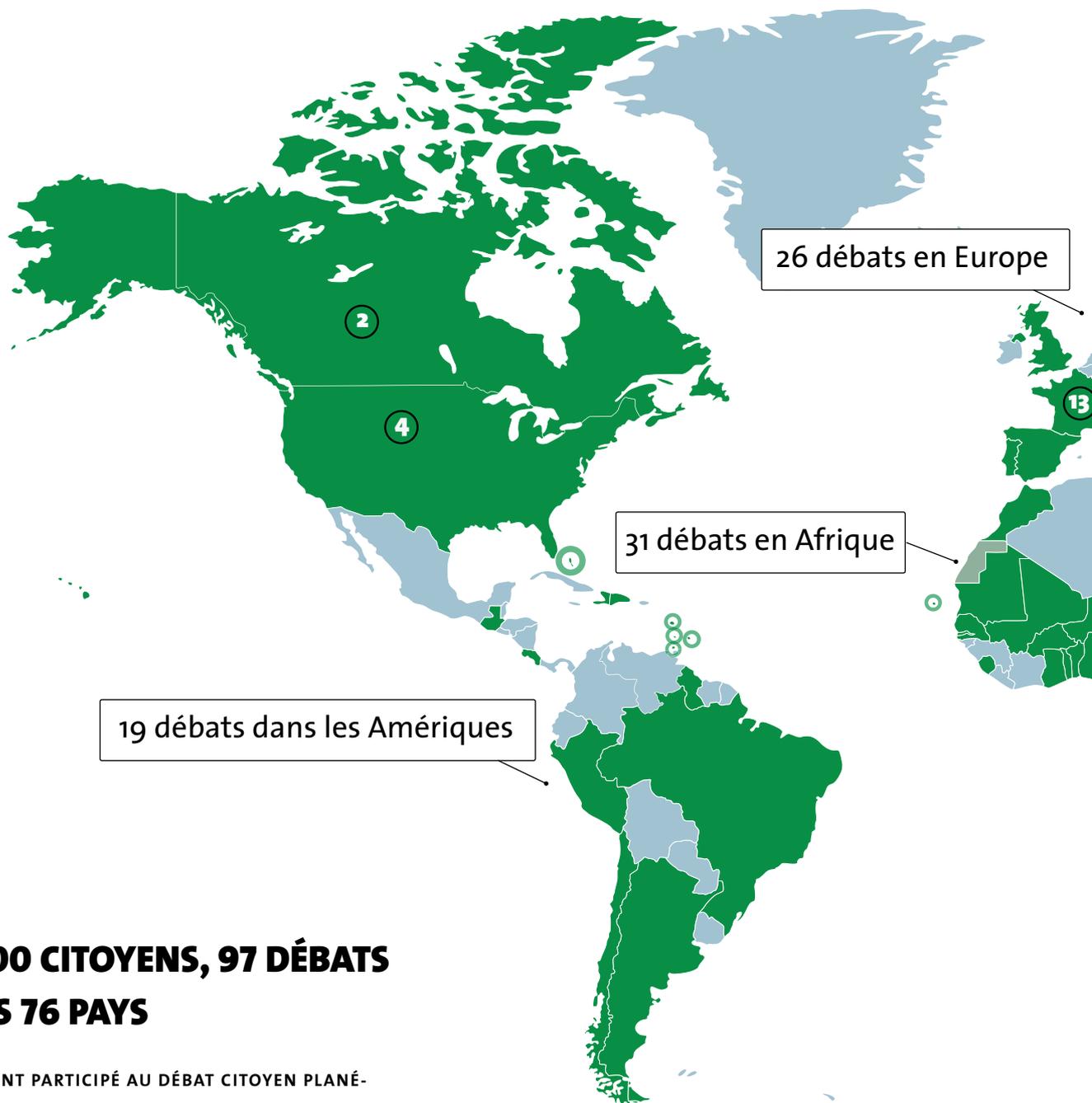
Enfin, nous voudrions exprimer notre profonde gratitude envers tous les citoyennes et citoyens du monde ayant pris part au Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie.

- 6 Préface
- 8 Résumé
- 10 A propos du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie
- 20 Les principales conclusions
- 40 Les résultats du monde en graphiques
- 46 Liste des partenaires nationaux et régionaux



Ce rapport final est publié par le Danish Board of Technology, Missions Publiques et la Commission nationale du débat public. Il a été élaboré sur la base des contributions des partenaires du Débat Citoyen Planétaire et avec le soutien des experts et partenaires suivants:

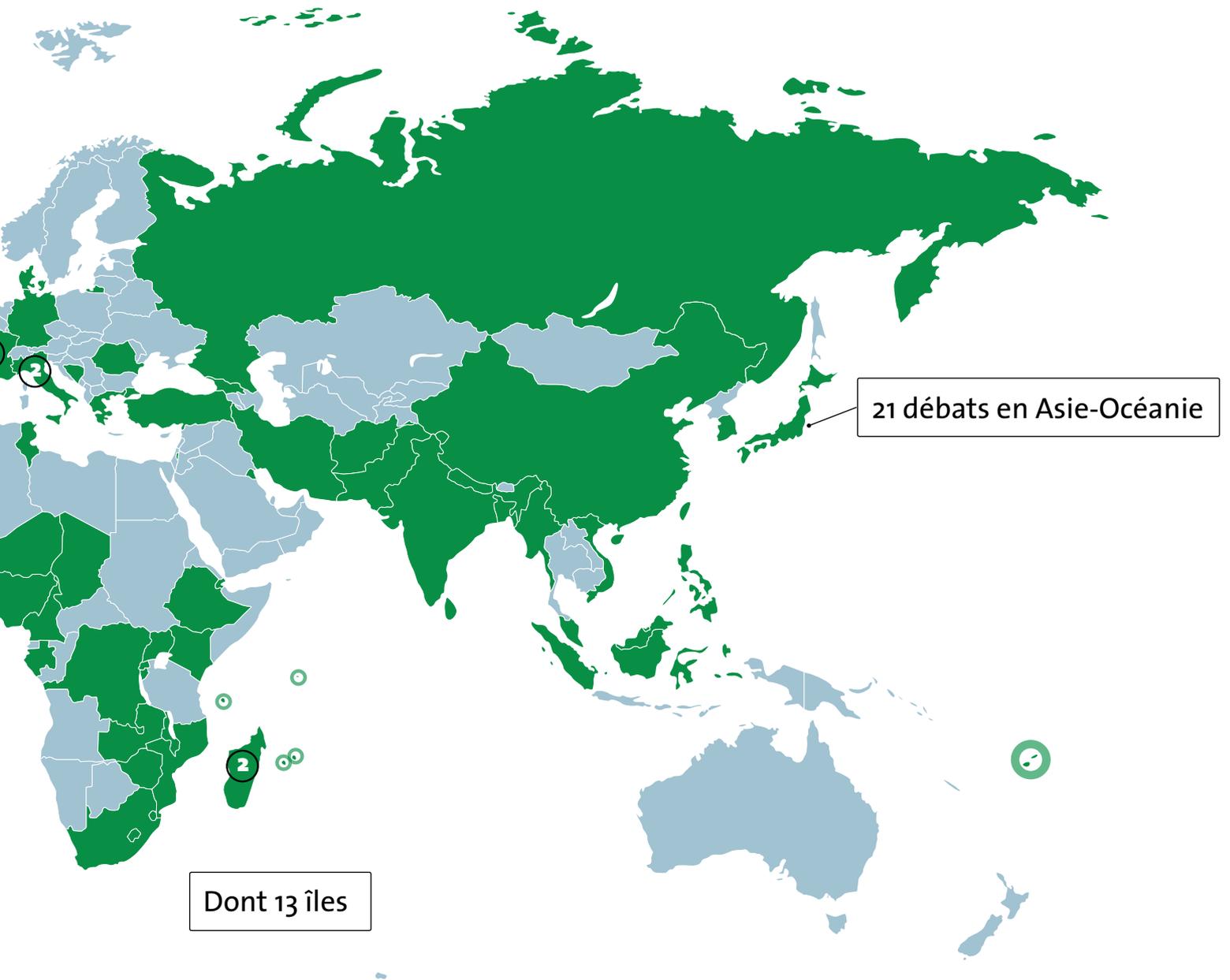
<u>Alexander Saier</u>	<u>UNFCCC</u>	<u>Allemagne</u>
<u>Andreas Clemmensen</u>	<u>The Danish Board of Technology</u>	<u>Danemark</u>
<u>Antoine Vergne</u>	<u>Missions Publiques</u>	<u>France</u>
<u>Benjamin Jullien</u>	<u>Fondation européenne pour le climat</u>	<u>France</u>
<u>Bjørn Bedsted</u>	<u>The Danish Board of Technology</u>	<u>Danemark</u>
<u>Carmen Bouley de Santiago</u>	<u>Missions Publiques</u>	<u>France</u>
<u>Christian Leyrit</u>	<u>CNDP</u>	<u>France</u>
<u>Emma Bothorel</u>	<u>CNDP</u>	<u>France</u>
<u>Félix Fournier</u>	<u>CNDP</u>	<u>France</u>
<u>Gerard Wynn</u>	<u>GWG Energy</u>	<u>Royaume-Uni</u>
<u>Holly Borday</u>	<u>The Danish Board of Technology</u>	<u>Danemark</u>
<u>Hortense Philipot</u>	<u>CNDP</u>	<u>France</u>
<u>Joanna Rosemond</u>	<u>Saint Lucia National Trust</u>	<u>Sainte-Lucie</u>
<u>John Stian Haukeland</u>	<u>The Danish Board of Technology</u>	<u>Danemark</u>
<u>Marie Hemmningsen</u>	<u>The Danish Board of Technology</u>	<u>Danemark</u>
<u>Nanna Finne Skovrup</u>	<u>The Danish Board of Technology</u>	<u>Danemark</u>
<u>Rahul Karki</u>	<u>Forest Action</u>	<u>Népal</u>
<u>Rick Worthington</u>	<u>Pomona College</u>	<u>États-Unis</u>
<u>Sophie Engelmann</u>	<u>CNDP</u>	<u>France</u>
<u>Typhanie Scognamiglio</u>	<u>Missions Publiques</u>	<u>France</u>
<u>Yasushi Ikebe</u>	<u>Japan Science and Technology Agency/Miraikan</u>	<u>Japon</u>
<u>Yves Mathieu</u>	<u>Missions Publiques</u>	<u>France</u>



10 000 CITOYENS, 97 DÉBATS DANS 76 PAYS

PAYS AYANT PARTICIPÉ AU DÉBAT CITOYEN PLANÉ-
TAIRE SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE

- AFGHANISTAN
- AFRIQUE DU SUD
- ALLEMAGNE
- ARGENTINE
- BAHAMAS
- BANGLADESH
- BARBADE
- BÉNIN
- BIRMANIE
- BOSNIE-HERZÉGOVINE
- BRÉSIL
- BURKINA FASO
- BURUNDI
- CAMEROUN
- CANADA
- CAP-VERT
- CHILI
- CHINE
- COMORES
- CORÉE DU SUD
- COSTA RICA
- DANEMARK
- ESPAGNE
- ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
- ÉTHIOPIE
- FIDJI
- FRANCE
- GABON
- GAMBIE
- GÉORGIE
- GHANA
- GRÈCE
- GRENADÉ
- GUATEMALA
- GUYANE
- HAÏTI
- INDE
- INDONÉSIE
- ITALIE



21 débats en Asie-Océanie

Dont 13 îles

- IRAN
- JAPON
- KENYA
- KOWEÏT
- MADAGASCAR
- MALAISIE
- MALI
- MAURITANIE
- MAURICE
- MAROC
- MOZAMBIQUE
- NÉPAL
- NIGER
- NIGERIA
- OUGANDA
- PAKISTAN
- PÉROU
- PHILIPPINES
- PORTUGAL
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
- RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
- ROUMANIE
- ROYAUME-UNI - ECOSSE
- RUSSIE
- RWANDA
- SAINTE-LUCIE
- SÉNÉGAL
- SEYCHELLES
- SRI LANKA
- TCHAD
- TERRITOIRES PALESTINIENS
- TOGO
- TUNISIE
- TURQUIE
- VIETNAM
- ZAMBIE
- ZIMBABWE



Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie (WWViews on Climate and Energy) est une initiative de délibération démocratique mondiale sur le changement climatique et la transition énergétique. Elle a permis de rassembler les opinions des citoyens, sur les enjeux liés au changement climatique et à la politique énergétique à l'échelle mondiale, et de transmettre celles-ci aux décideurs politiques impliqués dans les négociations de la CCNUCC. L'initiative entre dans le cadre des efforts continus des partenaires de la World Wide Views Alliance visant à combler le fossé démocratique croissant qui existe entre les citoyens et les responsables politiques, à l'heure où les décisions sont de plus en plus prises au niveau mondial.

Dans l'article 6 (maintenant nommé Action pour l'autonomisation climatique) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les gouvernements se sont engagés à promouvoir « la participation publique à l'examen des changements climatiques et de leurs effets et à la mise au point de mesures appropriées pour y faire face ».

Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie contribue à cet objectif en mettant à la disposition des citoyens du monde entier une plateforme leur permettant de partager leurs opinions sur la manière d'agir politiquement sur les questions du changement climatique et de la transition énergétique. Alors que les experts, le secteur industriel, les groupes d'intérêts importants et les ONG ont les moyens d'influencer et de peser sur les négociations internationales, les citoyens ordinaires ne jouent pratiquement aucun rôle dans ce processus. En prenant en compte leurs points de vue lors des négociations et des débats s'y rapportant, les décideurs politiques seront mieux armés pour prendre des décisions en accord avec l'opinion éclairée des citoyens de leurs pays. En outre, faire participer les citoyens à un échange d'opinions structuré et intelligent permet de les sensibiliser aux questions liées au

changement climatique et à la transition énergétique. Leur donner un rôle dans la prise de décisions a aussi pour conséquence de les rendre plus enclins à soutenir leur mise en place.

Le Débat Citoyen Planétaire crée un modèle pour l'intégration future des citoyens du monde entier à la gouvernance internationale. En principe, la conception du projet permet à l'ensemble des nations du monde de participer à la production de résultats pouvant être transmis aux décideurs politiques par le biais d'une méthode standardisée et de grande qualité délibérative.

Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie a été mis en œuvre à travers 97 débats, impliquant près de 10 000 citoyens, issus de 76 pays, répartis sur cinq continents. Les participants se sont réunis dans leurs pays respectifs afin de discuter des enjeux clefs des négociations internationales et sur la manière dont il faut faire face au changement climatique. Ils ont reçu des informations objectives sur le changement climatique et

l'énergie, ont débattu de ces thèmes avec leurs concitoyens avant d'exprimer leur voix par un vote individuel. L'ensemble de ces débats a eu lieu au cours de la journée du 6 juin 2015.

Le présent rapport se concentre sur l'analyse des résultats les plus significatifs du processus. Le détail des résultats peut être

”Nous sommes très heureux de l'organisation du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie et de pouvoir collaborer à une initiative si importante. Relayer les opinions et voix des citoyens du monde entier ne peut qu'être bénéfique dans l'objectif d'un nouvel accord mondial sur le climat, à Paris, en décembre. En soutenant cette approche unique et innovante, nous pensons également faire un pas important dans le sens de l'article 6 de la convention, qui traite de l'éducation et de la sensibilisation du public”.

Christiana Figueres, Secrétaire Exécutive de la CCNUCC, à propos du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie.

examiné sur le site climateandenergy.wvviews.org. Le rapport est destiné aux décideurs politiques et parties prenantes connaissant les problématiques liées au changement climatique et à l'énergie. Il a été rédigé par les coordinateurs du Débat Citoyen Planétaire, en coopération avec ses 106 partenaires nationaux et régionaux.

Nous espérons que les décideurs politiques feront bon usage des connaissances uniques apportées par le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie et qu'ils garderont les opinions des citoyens du monde à l'esprit au moment d'élaborer les politiques du futur dans ces domaines.

L'Equipe du World Wide Views, Septembre 2015

Bjørn Bedsted, coordinateur global WWViews et responsable du DBT International au sein de la Danish Board of Technology Foundation

Yves Mathieu, co-coordonateur du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie et Directeur de Missions Publiques

Christian Leyrit, co-coordonateur du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie et Président de la Commission nationale du débat public (CNDP)





CHILI



GÉORGIE



BOSNIE-HERZÉGOVINE



DANEMARK



RÉSUMÉ

Les résultats de la consultation citoyenne mondiale sur le changement climatique et l'énergie en attestent : les citoyens du monde soutiennent fortement les actions politiques visant à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius par rapport au niveau de l'époque préindustrielle, et ce, par la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les résultats du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie sont basés sur des principes éprouvés de participation citoyenne et offrent un aperçu précis et unique de l'opinion des citoyens ordinaires sur le changement climatique. De même, les citoyens se sont exprimés sur la manière dont les politiques liées à ces questions devraient être mises en place. Les citoyens participants, issus de 76 pays différents, ont été sélectionnés afin de refléter la diversité démographique de leurs régions et pays respectifs. Ils ont eu accès à des informations impartiales sur le changement climatique et

l'énergie, ainsi que sur les discussions internationales liées aux mesures politiques pour faire face à ces enjeux. Les citoyens ont également disposé d'un temps suffisant pour débattre et ainsi se forger leurs propres opinions.

Bien que les résultats varient d'un pays à l'autre, les différences entre les continents, mais aussi entre les pays développés et en développement, restent mineures. Fait intéressant : les jeunes et les adultes votent de manière assez similaire. Les citoyens participants ont exprimé leurs points de vue sur 34 questions à choix multiple. À la suite de la journée du Débat Citoyen Planétaire, des partenaires régionaux et nationaux, des experts ainsi que des représentants de la société civile se sont réunis à Copenhague afin d'analyser les résultats. Dans ce rapport, nous mettons en évidence les principales conclusions à tirer des réponses des participants aux questions. Celles-ci s'articulent autour de quatre chapitres :

“Nous avons été ravis de collaborer au lancement de ce débat et consultation citoyenne et de faire entendre la voix de femmes et d'hommes ordinaires dans les négociations climatiques. Beaucoup de villes, d'entreprises et d'ONG expriment leur soutien à un accord transformationnel à Paris. Le point de vue des citoyens est aussi limpide - ils voient les menaces et ils voient les possibilités : la grande majorité veulent une action immédiate, et ils veulent une action qui est soutenue sur le long terme pour fléchir les émissions jusqu'à les annuler d'ici la fin du siècle et soutenir les pays en développement dans leurs efforts.”

Christiana Figueres, Secrétaire Exécutive de la CCNUCC





1. CHAPITRE 1 : UN APPEL URGENT À L'ACTION

1. Les citoyens de l'ensemble du monde désirent que leurs dirigeants s'engagent en faveur de mesures ambitieuses
2. Les citoyens souhaitent arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin du siècle
3. L'accord de Paris issu de la COP 21 doit aboutir à des solutions crédibles afin de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius maximum
4. Le changement climatique représente une opportunité d'améliorer la qualité de vie
5. Instaurer des taxes carbone et investir dans les énergies renouvelables

2. CHAPITRE 2 : RESPONSABILITÉS COMMUNES MAIS DIFFÉRENCIÉES ET CAPACITÉS RESPECTIVES

6. L'écart « Nord-Sud » se réduit
7. Les pays doivent prendre leurs responsabilités en fonction de leurs capacités et niveaux d'émission respectifs
8. Tous les pays doivent prendre des mesures afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

3. CHAPITRE 3 : FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

9. Le secteur privé doit contribuer de façon significative au financement de la lutte contre le changement climatique
10. Les pays à haut revenu doivent réévaluer leurs engagements financiers en faveur du climat

4. CHAPITRE 4 : LA PARTICIPATION DES CITOYENS

11. Les citoyens veulent jouer un rôle actif dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre
12. Les citoyens s'attendent à participer aux décisions politiques sur le climat

Les résultats du Débat Citoyen Planétaire peuvent être examinés plus en détail sur le site climateandenergy.worldviews.org.

Chronologie

	2014	L'idée
Janvier 2015	2015	Début de la planification du Débat Citoyen Planétaire et de la sélection des partenaires
Février - avril 2015		Mise au point des questions et des documents d'information à l'usage des citoyens
Avril - mai 2015		Recrutement des citoyens participants et formation des organisateurs
Mai 2015 et depuis		Mise en place et maintien de l'outil internet
6 juin 2015		Journée du Débat Citoyen Planétaire
6 juin 2015 et depuis		Diffusion des opinions des citoyens



À PROPOS DU DÉBAT CITOYEN PLANÉTAIRE SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE

L'idée

Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie est une initiative commune du secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), de la Danish Board of Technology Fondation (DBT), de Missions Publiques (MP) et de la Commission nationale du débat public (CNDP), avec le soutien du gouvernement français, hôte de la COP 21.

La méthode du Débat Citoyen Planétaire est une façon unique et innovante d'engager les citoyens dans le débat sur les politiques climatiques et énergétiques, favorisant ainsi la participation du public dans la lutte contre le changement climatique et ses effets.

Le Danish Board of Technology a créé la méthode du Débat Citoyen Planétaire en réponse à l'émergence d'un fossé démocratique entre les décideurs politiques internationaux et les citoyens, alors même que de plus en plus de questions (concernant par exemple la désertification, la biodiversité, le changement climatique et la transition énergétique), et donc de décisions, se jouent à l'échelle globale. La méthode a été d'abord mise au point en amont du sommet sur le climat de l'ONU (COP 15 de la CCNUCC) en 2009, dans le but d'impliquer les citoyens dans un débat jusque-là massivement dominé par les scientifiques, les responsables politiques et les puissants groupes d'intérêts. En 2012, l'initiative a de nouveau été mise en

œuvre avec succès, en collaboration avec le secrétariat de l'ONU de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et intégré à la préparation de la onzième conférence des parties sur la biodiversité en Inde.

Dans la mesure où les citoyens sont les destinataires finaux des décisions prises pour faire face au changement climatique et à la transition énergétique, il nous paraît juste de les consulter dans le cadre des négociations actuelles. En outre, l'assentiment et la coopération des citoyens du monde entier sont essentiels pour que les décisions puissent devenir réalité de façon satisfaisante et jouir d'une plus forte légitimité. En termes de démocratie et d'implémentation, les politiques sur le climat et l'énergie n'auront pas les effets escomptés sans le soutien du public.





AFGHANISTAN



COMORES



GRÈCE

Débat Citoyen Planétaire : La méthode

Le Débat Citoyen Planétaire a été conçu de manière à répondre aux défis pratiques soulevés par la mise en place d'une consultation citoyenne internationale. Pour ce faire, les critères suivants ont été jugés indispensables :

- Un procédé facile et peu coûteux : la méthode doit permettre la participation potentielle de tous les pays du monde, indépendamment de leurs revenus ou de leur niveau général d'éducation.
- Un lien clair avec les décisions politiques : les questions traitées doivent être d'une pertinence directe pour les décideurs politiques.
- Un processus à la fois mondial et national/local : le débat doit porter sur les prises de décisions politiques à la fois nationales et internationales.
- Des résultats clairs et comparables : les données récoltées doivent être comparables d'un pays et d'une région à l'autre et présentées sous une forme qui soit facile à communiquer aux décideurs politiques.
- Des citoyens éclairés : il s'agit de fournir aux participants des informations équilibrées nécessaires à la compréhension des questions débattues par les décideurs politiques.
- Délibération : les citoyens doivent également avoir la possibilité d'échanger leurs opinions entre eux avant de tirer leurs conclusions personnelles.

Pour remplir ces objectifs, des groupes de citoyens (environ une centaine) se réunissent dans leurs régions ou pays respectifs afin d'examiner une même série de questions, selon des modalités identiques et à partir des mêmes documents d'information. Les différentes réunions et leurs résultats sont ensuite mis en commun par le biais d'un outil internet.

La méthode du Débat Citoyen Planétaire apporte aux décideurs politiques des données détaillées sur les tendances de l'opinion nationale et internationale, tout en se démarquant clairement des sondages d'opinion traditionnels. En effet, à la différence des sondages, le Débat Citoyen Planétaire met à la disposition des participants des informations scientifiques et objectives et leur permet de débattre une journée entière avec d'autres citoyens avant d'exprimer leur opinion. Ce dispositif encourage l'étude de questions plus complexes et ainsi l'émergence de réponses plus réfléchies, permettant aux décideurs politiques de mesurer quelles politiques seront bien accueillies par un public suffisamment informé sur les fondements de ces décisions.

La méthode du Débat Citoyen Planétaire a été ajustée en fonction des retours des partenaires ayant pris part aux éditions 2009 et 2012 et des études scientifiques publiées dans les années qui ont suivi.



Sélection des partenaires

Les partenaires nationaux et régionaux du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie étaient responsables de l'organisation des débats dans leurs régions ou pays respectifs. Afin de devenir partenaire, ceux-ci devaient, de préférence :

- disposer d'une certaine expérience des méthodes de participation citoyenne ;
- être impartiaux quant au changement climatique et à la transition énergétique ;
- être en mesure d'assurer les standards de qualité de la démarche ;
- pouvoir financer eux-mêmes ou en coopération leur participation au Débat Citoyen Planétaire.

Dans un premier temps, les partenaires déjà membres de la World Wide Views Alliance ont été invités à participer. Ce réseau mondial de partenaires inclut des agences de conseil, des institutions parlementaires d'évaluation des choix techniques et sociaux, des organisations non gouvernementales de la société civile et des universités. Ils partagent notre ambition de faire de la participation des citoyens une part intégrante de la gouvernance mondiale. Ce réseau a été créé lors des Débats Citoyens Planétaires sur le Réchauffement Climatique et la Biodiversité et

s'enrichit désormais de nombreux nouveaux membres, partout dans le monde. Dans le cadre du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie, 106 partenaires de la World Wide Views Alliance ont collaboré, organisant 97 débats, dans 76 pays répartis sur 5 continents.

Certains partenaires se sont autofinancés, mais dans de nombreux pays, notamment en voie de développement les organisateurs ont grandement bénéficié de l'aide apportée par Ségolène Royal, Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, qui a apporté son soutien à 61 pays. Nombre de ces partenaires ont pu être identifiés grâce à l'action de Laurent Fabius, Ministre français des Affaires Étrangères et du Développement international, qui a mobilisé les ambassades de France et leur réseau diplomatique pour sélectionner des organisateurs au niveau local. Ce soutien a permis une couverture mondiale sans précédent, faisant du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie la plus grande consultation citoyenne mondiale qui n'ait jamais existé.

Questions et documents d'information pour les citoyens

Les questions posées aux participants ont été choisies en vue d'être parfaitement en phase avec les discussions internationales actuelles sur le climat et de transmettre aux décideurs politiques les opinions des citoyens sur celles-ci. Les partenaires du Débat Citoyen Planétaire, des groupes industriels, des représentants de la société civile et des experts du climat ont pris part à la sélection des questions, de façon à assurer leur pertinence. Les questions devaient être identiques dans l'ensemble des pays pour pouvoir procéder à des comparaisons entre les différents pays. Afin d'assurer un caractère comparable des résultats et en vue de les communiquer de façon claire aux décideurs politiques, les questions et les choix de réponses ont été prédéfinis. 29 des 34 questions choisies ont été structurées en cinq thèmes :

- L'importance de lutter contre le changement climatique
- Les outils pour lutter contre le changement climatique
- Les négociations des Nations Unies et les engagements nationaux
- L'équité et le partage des efforts
- Faire des promesses en faveur du climat et les tenir

Les cinq questions restantes portaient sur l'évaluation de l'événement lui-même. Dans certains pays, les partenaires du Débat Citoyen Planétaire ont organisé une session supplémentaire avec des questions et délibérations relatives à des enjeux nationaux, d'autres ont autorisé les participants à formuler leurs propres recommandations, à destination des décideurs politiques nationaux et locaux.

Préalablement aux consultations citoyennes, les participants ont reçu des informations équilibrées sous la forme d'une brochure de 32 pages rédigée par le journaliste et analyste Gerard Wynn, en étroite collaboration avec le Danish Board of Technology. Cette brochure contenait des informations élémentaires sur la science du changement climatique et les différents points de vue quant à la stratégie à adopter.

Des vidéos d'information (de 4 à 10 minutes chacune) ont été créées par la société de vulgarisation scientifique autrichienne Biofaction pour chacun des cinq thèmes. Elles reprennent les informations essentielles de la brochure et garantissent que l'ensemble des citoyens participe aux réunions armés des connaissances nécessaires. Tous les documents d'information du Débat Citoyen Planétaire ont été traduits dans les différentes langues locales.

Un conseil scientifique a été instauré dans le but d'évaluer si les informations prodiguées dans la brochure étaient précises, suffisantes et équilibrées à l'égard des questions débattues par les citoyens. En outre, les questions ainsi que les documents d'information ont été testés avec quatre groupes témoin au Japon, aux États-Unis, en France et en Ouganda. Ce procédé a assuré la contribution des experts et des citoyens ordinaires au développement des questions discutées et des informations nécessaires à leur compréhension.

Membres du conseil scientifique :

Doreen Stabinsky : Professeur, collègue de l'Atlantique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). États-Unis

Hervé Casterman : Président de la commission Environnement de l'AFG (Association Française du Gaz). France

John Akintayo Adedoyin : Professeur, Université du Botswana. Auteur principal du WGI du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Botswana

Joseph Katongo Kanyanga : Directeur adjoint, Département de météorologie de la Zambie. Auteur principal du WGI du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Zambie

Koko Warner : Responsable pédagogique, Université des Nations Unies. Auteur principal du WGII du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Allemagne

Ria Voorhaar : Responsable - Réseau de coordination des communications internationales sur les mesures en faveur du climat – International. Allemagne

Saleemul Huq : Directeur, ICCCAD. Auteur principal chargé de la coordination du WGII du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Bangladesh



GHANA



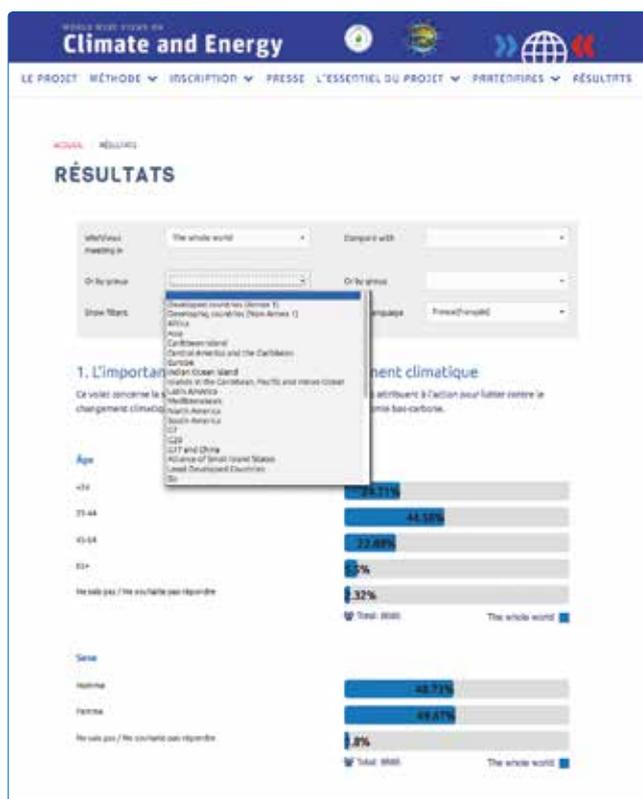
CORÉE DU SUD



ÉTHIOPIE

L'outil internet

Un outil internet spécifique a été développé afin de collecter et de présenter instantanément les résultats des réunions du Débat Citoyen Planétaire. Le dispositif permet une présentation statistique et une comparaison facile des données entre les pays et les différents groupes de pays (p.ex. les continents, les pays développés et en voie de développement, etc.). La navigation dans l'outil internet est aisée pour toute personne intéressée. Il est accessible sous l'onglet « Résultats » sur climateandenergy.wviews.org. L'ensemble des données brutes peut également être téléchargé pour une analyse détaillée.



TCHAD

“Les citoyens sont préoccupés par la pauvreté, la dégradation des terres et la sécheresse. Les changements climatiques concernent tout le monde mais les ruraux en pâtissent. Donc que les pays riches aident les pays pauvres afin d’aboutir à diminuer les gaz à effet de serre. Sensibilisons pour améliorer la résilience des populations sahéniennes aux mutations environnementales.”



CANADA - WATERLOO



CAP-VERT



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Séminaires de formation

Les coordinateurs du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie ont organisé quatre séminaires de formation afin de préparer les chefs de projet des pays participants à la journée de débats. La plupart se sont retrouvés lors des deux séminaires tenus à Paris en France. Toutefois, afin de s'adapter à la couverture globale du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie, deux séminaires de formation décentralisés ont été organisés aux Caraïbes (en Guadeloupe) et dans l'Océan Indien (à la Réunion). Tous les chefs de projet des institutions partenaires du Débat Citoyen Planétaire aux niveaux national et régional ont également pris part à huit séminaires de formation en ligne, consacrés aux éléments clés de la méthode du Débat Citoyen Planétaire.

Sélection des citoyens participants

Des recommandations pour la sélection des citoyens participants ont été émises afin de garantir la fiabilité des résultats : les citoyens présents à chacun des débats devaient refléter la répartition sociodémographique de leurs pays ou régions à l'égard de l'âge, du sexe, de l'emploi, du niveau d'éducation et de la zone géographique de résidence (par exemple ville ou campagne). En outre, ils ne devaient pas être experts des questions liées au climat et à l'énergie et ce, ni en tant que scientifique, ni en tant que partie prenante. Le cas échéant, les partenaires nationaux ont ajouté des critères de sélection pertinents dans leur contexte national. Enfin, dans les pays où des statistiques concernant une appartenance à des organisations environnementales étaient disponibles, celles-ci ont été utilisées en tant que critère supplémentaire de sélection pour éviter une surreprésentation de participants plus intéressés par le réchauffement climatique que la moyenne de la population.

Selon les rapports des partenaires, les recommandations ont été respectées, malgré certaines variations au niveau local pour des raisons économiques ou d'autres limites d'ordre pratique. Lors de la journée du Débat Citoyen Planétaire, la plupart des réunions ont compté moins de 100 citoyens, mais certaines ont dépassé le nombre de 100 participants. La moyenne au niveau mondial est de 89 citoyens par débat. Certains pays ou régions ont fait appel à des citoyens sur l'ensemble de leur territoire, alors que d'autres ont recruté au sein de zones restreintes, afin de limiter les dépenses.

Toutefois, l'échantillon de citoyens consultés dans le cadre du Débat Citoyen Planétaire reste assez important et divers pour donner une image représentative des tendances générales traversant l'opinion publique nationale et internationale.



La journée du Débat Citoyen Planétaire

DANS LE MONDE

Le 6 juin 2015, le premier groupe de citoyens du Débat Citoyen Planétaire a commencé sa consultation à 9 heures du matin, aux îles Fidji. Le dernier débat s'est terminé 27 heures plus tard, en Arizona, aux États-Unis. Les réunions se sont tenues dans 76 pays. Au fil de la journée, les citoyens se sont informés, ont discuté puis voté. Les résultats ont été immédiatement intégrés à climateandenergy.worldviews.org, ce qui a permis (et permet toujours) à toute personne disposant d'un accès internet de comparer les diverses réponses en fonction des pays, régions, groupes économiques et politiques, etc.

Les photos et vidéos des différents débats ont été constamment mises en ligne sur un serveur de partage de média. Par ailleurs, la plupart des pays ont mis en place une connexion vers d'autres pays via Skype. D'autres ont présenté des images et résultats d'autres pays à leurs participants.

LE DÉBAT

L'ensemble des débats s'est déroulé selon une même procédure : les citoyens, divisés en tables de cinq à huit personnes, ont suivi un programme, structuré en cinq sessions thématiques, sous la direction d'un animateur principal et de plusieurs facilitateurs de table.

Chaque session thématique était introduite par l'animateur principal et accompagnée d'une vidéo informative. Les participants ont ensuite pris part à des discussions à leurs tables, accompagnés par le facilitateur ; discussions dont l'objectif était de leur donner l'opportunité d'écouter les opinions présentes à la table et de prendre un temps de réflexion avant de voter. Les facilitateurs de table avaient été formés à l'avance pour pouvoir fournir leur aide tout en demeurant neutres. Chaque session thématique s'est terminée par le vote anonyme des citoyens, portant sur les différentes réponses aux 34 questions

(cinq à huit questions par session). Les votes ont été comptabilisés par les scrutateurs de l'équipe projet et immédiatement envoyés à climateandenergy.worldviews.org, rendant ainsi possible des comparaisons internationales et quantitatives.

La plupart des réunions ont été soit ouvertes soit conclues par des ministres ou de hauts responsables gouvernementaux. Les citoyens ont été informés de la façon dont les résultats seraient communiqués aux décideurs politiques. Deux courts messages vidéo de Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la CCNUCC, et de Ségolène Royal, Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, accueillant les citoyens le 6 juin ont été diffusés au début des débats, dans les sites du monde entier.

NIGER

"Je pensais qu'en tant que citoyen nous n'étions que des victimes alors qu'on est en parti acteurs de ce changement climatique" disait Boubacar, un paysan. "Grâce à ce débat sur le climat et l'énergie, je me sens plus concerné que jamais dans la lutte contre le changement climatique" Hamsatou, une écolière. "Nous ne sommes pas pollueurs, nous sommes pauvres et vulnérables. Nous subissons et vivons injustement les effets néfastes de ce phénomène. Qui peut et doit nous aider?" S'inquiète Abdou, un étudiant.



Bienvenue à la journée
du Débat Citoyen Planétaire



Vidéos d'information



Délibération en groupe



A la fin de chaque session
thématique a lieu le vote



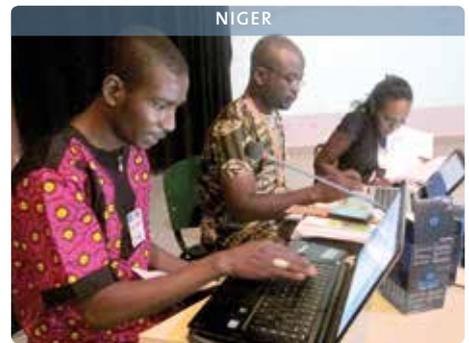
Au revoir et merci pour
votre participation



ROYAUME UNI (ECOSSE)



FRANCE - AUVERGNE



NIGER

Faire entendre les opinions des citoyens

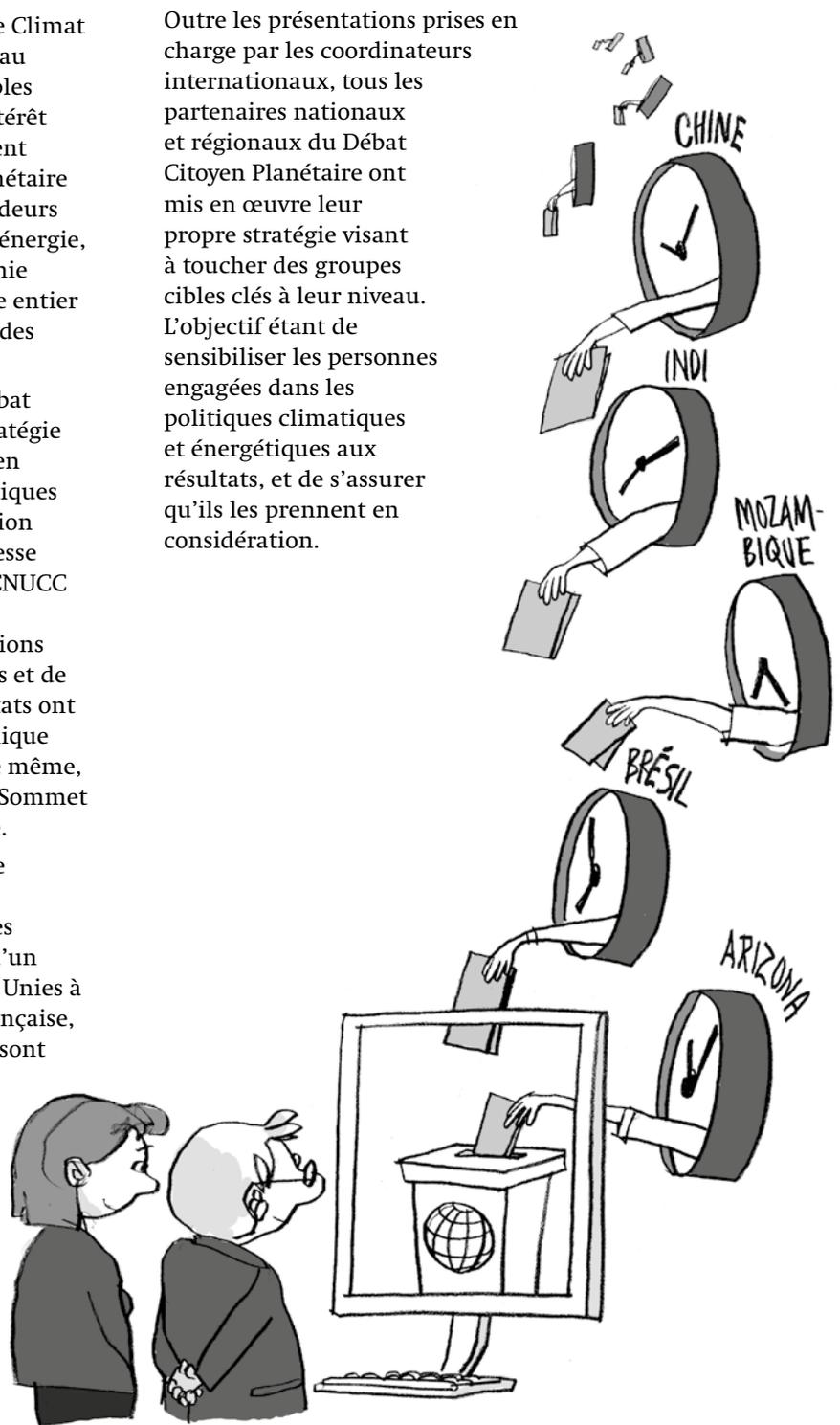
Les résultats du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie sont actuellement diffusés au niveau mondial, les groupes cibles étant les responsables politiques, les négociateurs et les groupes d'intérêt engagés dans les négociations sur le changement climatique. Les résultats du Débat Citoyen Planétaire sont particulièrement pertinents pour les décideurs politiques dans les domaines du climat et de l'énergie, car ils représentent l'opinion éclairée et réfléchie d'une grande variété de participants du monde entier à l'égard des questions complexes traitées lors des négociations des Nations Unies.

C'est pourquoi l'équipe de coordination du Débat Citoyen Planétaire a mis en place une vaste stratégie de valorisation, visant à présenter et à mettre en discussion les résultats avec les décideurs politiques et les parties prenantes concernés. La valorisation a commencé en juin par une conférence de presse commune avec la Secrétaire Exécutive de la CCNUCC Christiana Figueres lors des négociations de la CCNUCC à Bonn. En outre, plusieurs présentations supplémentaires destinées aux groupes de pays et de parties prenantes ont été organisées. Les résultats ont ensuite été présentés à la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU). De même, une présentation a eu lieu en plénière lors du Sommet mondial Climat et territoires à Lyon, en France.

De nombreuses activités sont prévues à la suite de la publication de ce rapport et notamment des présentations supplémentaires au cours des négociations préalables à la COP à Bonn, lors d'un événement à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, un autre à l'Assemblée nationale française, et lors de la COP21 où plusieurs présentations sont prévues.

De l'aube au crépuscule, des îles Fidji à l'Arizona, de nombreux scrutins ont été reportés sur climateandenergy.org. www.views.org. On peut encore y trouver les résultats.

Outre les présentations prises en charge par les coordinateurs internationaux, tous les partenaires nationaux et régionaux du Débat Citoyen Planétaire ont mis en œuvre leur propre stratégie visant à toucher des groupes cibles clés à leur niveau. L'objectif étant de sensibiliser les personnes engagées dans les politiques climatiques et énergétiques aux résultats, et de s'assurer qu'ils les prennent en considération.





Le rapport final du Débat Citoyen Planétaire est l'un des principaux instruments pour faire entendre l'opinion des citoyens.

Les conclusions clés mentionnées dans ce rapport soulignent les résultats que les auteurs estiment les plus importants et éclairants pour les décideurs politiques. Nous invitons par ailleurs l'ensemble des parties prenantes à explorer les résultats complets afin de déterminer ce qui leur semble pertinent. Les douze conclusions présentées ici ont été identifiées lors d'un atelier avec des représentants de la société civile, des experts internationaux et des partenaires du Débat Citoyen Planétaire, à Copenhague. Les douze conclusions ont ensuite été plus amplement développées et affinées par une équipe éditoriale.

Elles sont structurées de la façon suivante : d'abord, un message clair envoyé aux décideurs politiques (la conclusion clé) ; ensuite, des observations factuelles reprenant les résultats du vote du Débat Citoyen Planétaire qui viennent appuyer ce message (parfois les mêmes observations servent à étayer plus d'une conclusion clé) ; enfin, une analyse de ces observations. Les conclusions clés sont présentées en quatre chapitres :

1. Un appel urgent à l'action
2. Responsabilités communes mais différenciées et capacités respectives
3. Financement de la lutte contre le changement climatique
4. La participation des citoyens

ARGENTINE

« C'était une super expérience! Combattre le changement climatique, c'est protéger notre futur ! Une journée de mobilisation incroyable ! Espérons que les gouvernements sauront écouter ce que les citoyens de 76 pays différents ont à dire sur la lutte contre le changement climatique. Pour nous, pour nos enfants, mais surtout pour les enfants de nos enfants ! »



1) Les citoyens du monde entier désirent que leurs dirigeants s'engagent en faveur de mesures ambitieuses

Et ils désirent que ces engagements soient pris maintenant.

RÉSULTATS

- 63 % des participants au niveau mondial pensent que les responsables politiques devront décider, lors de la COP21 à Paris, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour limiter le réchauffement de la température moyenne à 2 degrés Celsius d'ici 2100. 70 % des participants estiment que le changement climatique relève principalement d'une responsabilité globale et 71 % souhaitent que les négociations des Nations Unis sur le climat soient plus ambitieuses dans la lutte contre le changement climatique.
- 89 % des participants jugent que le changement climatique doit être une priorité nationale, et 79% des participants considèrent que leur pays doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre, même si les autres pays ne prennent pas de mesures.
- La quasi-totalité des participants au niveau mondial (97 %) sont préoccupés par les conséquences du changement climatique, parmi lesquels 78% se disent « très concernés ». La proportion de citoyens « très concernés » a augmenté par rapport aux résultats du Débat Citoyen Planétaire sur le Réchauffement Climatique de 2009, où 62 % des participants avaient opté pour cette réponse.
- Les participants des pays en voie de développement sont plus préoccupés par le réchauffement climatique (plus 10 points) que ceux des pays développés, mais moins favorables (moins 8 points) à ce que les décideurs fassent « tout ce qui est en leur pouvoir » pour limiter le réchauffement à 2 degrés Celsius.

COMMENTAIRES

Les résultats du Débat Citoyen Planétaire montrent clairement que les citoyens du monde entier aspirent fortement à ce que leurs décideurs politiques prennent des mesures ambitieuses contre le changement climatique. Bien que les participants manifestent une nette préférence pour un accord international sur le changement climatique, ils soutiennent également l'action dans leurs propres pays. Ce résultat est cohérent avec l'opinion partagée par de nombreux citoyens selon laquelle la lutte contre le changement climatique constitue une opportunité plutôt qu'une menace. Un message clair est envoyé aux décideurs politiques : l'échec d'un accord international ne pourra servir d'excuse à l'inaction au niveau national.

Le fort soutien apporté à la prise de mesures démontre également le haut niveau de préoccupation des citoyens vis-à-vis des conséquences du changement climatique. En comparaison aux réponses données à une question similaire posée en 2009, il faut conclure que la proportion de citoyens qui se sentent « très concernés » a augmenté lors des six dernières années.

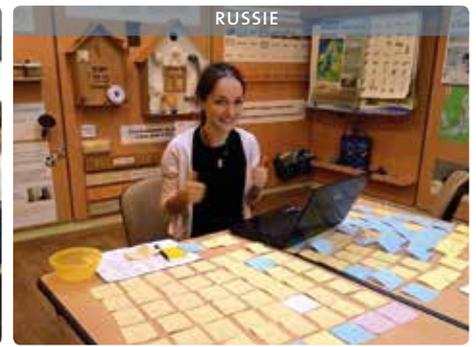
Bien que les réponses ne varient pas beaucoup entre les participants des différents pays, il est intéressant de constater que les citoyens des pays en voie de développement sont plus préoccupés par le changement climatique que ceux des pays développés, mais qu'ils sont moins favorables à une solution impliquant des changements à tout prix afin de limiter l'augmentation de la température globale moyenne.



NIGERIA

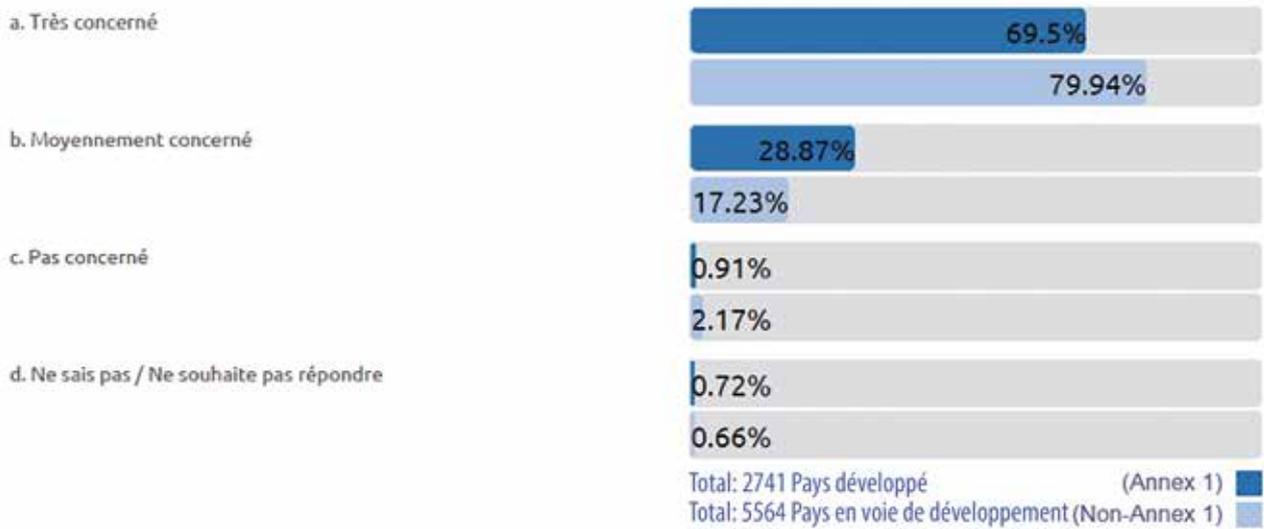


FRANCE - LA RÉUNION

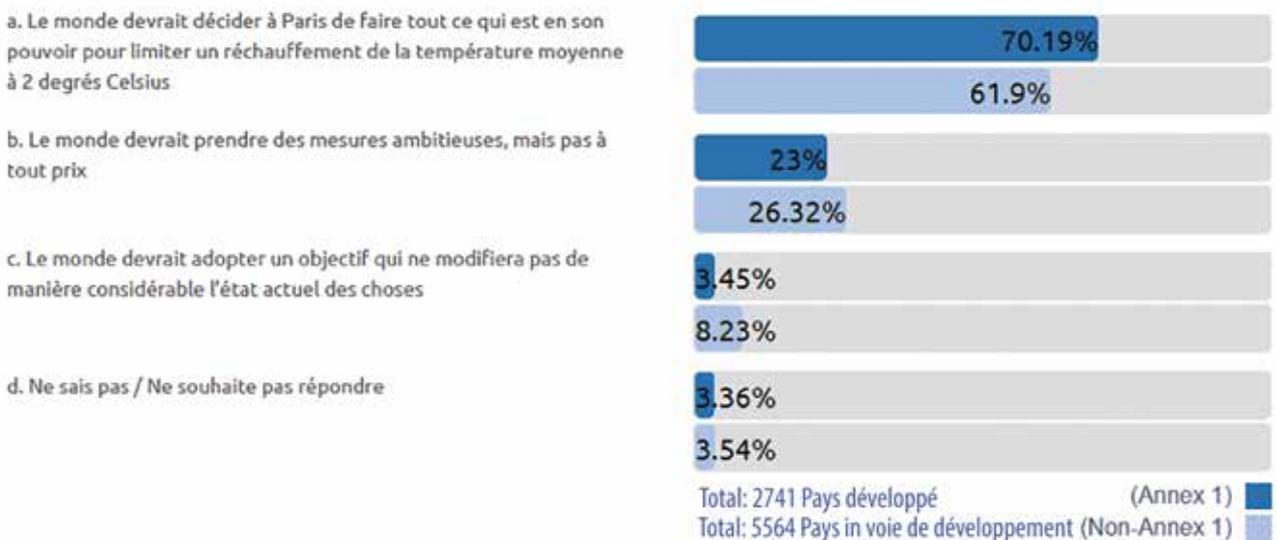


RUSSIE

1. A quel point êtes-vous préoccupé par les conséquences du changement climatique ?



5. Quel est le degré d'urgence pour que le monde réagisse afin de lutter contre le changement climatique?





2) Les citoyens souhaitent arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin du siècle

Et un grand nombre d'entre eux désire arrêter l'exploration des combustibles fossiles.

RÉSULTATS

- 97 % des participants au Débat Citoyen Planétaire veulent que l'accord de Paris définisse un objectif mondial à long terme pour arriver à zéro émissions de gaz à effet de serre à la fin de ce siècle. Les deux tiers des participants désirent que cet objectif soit juridiquement contraignant pour tous les pays. 17% pensent que l'accord devrait être juridiquement contraignant uniquement pour les pays développés et émergents.
- 45 % des participants au niveau mondial sont favorables à l'arrêt de toute exploration pour trouver des réserves de combustibles fossiles, et 17 % soutiennent l'arrêt de l'exploration pour le charbon uniquement, ce qui signifie qu'en tout, 62 % sont en faveur de l'arrêt des explorations de charbon. 23 % estiment que l'exploration de combustibles fossiles doit continuer.

COMMENTAIRES

Les décideurs politiques ont reçu un mandat précis : obtenir un accord à Paris, qui comporte un objectif à long terme de zéro émissions en 2100. Le fait qu'une nette majorité de participants désire que cet objectif soit juridiquement contraignant renforce encore davantage ce mandat.

Il est éclairant de comparer le soutien des participants pour un objectif à long terme avec leurs opinions sur l'exploration des combustibles fossiles, qui est l'une des clés pour atteindre ledit objectif. Lorsque l'on considère les conséquences d'une telle décision d'arrêter l'exploration des combustibles fossiles, le soutien dont bénéficie cette mesure est significatif. Bien que nombre de participants issus de certains pays disposant de grandes réserves de pétrole, de charbon et de gaz (la Russie et l'Iran par exemple) préfèrent poursuivre l'exploration, dans d'autres pays riches en ressources (Chine, États-Unis, Inde, Indonésie, Canada, Afrique du Sud, Royaume-Uni [Écosse], Allemagne, Nigeria et Koweït), une majorité relative de participants privilégie l'arrêt de l'exploration pour l'ensemble des combustibles fossiles.

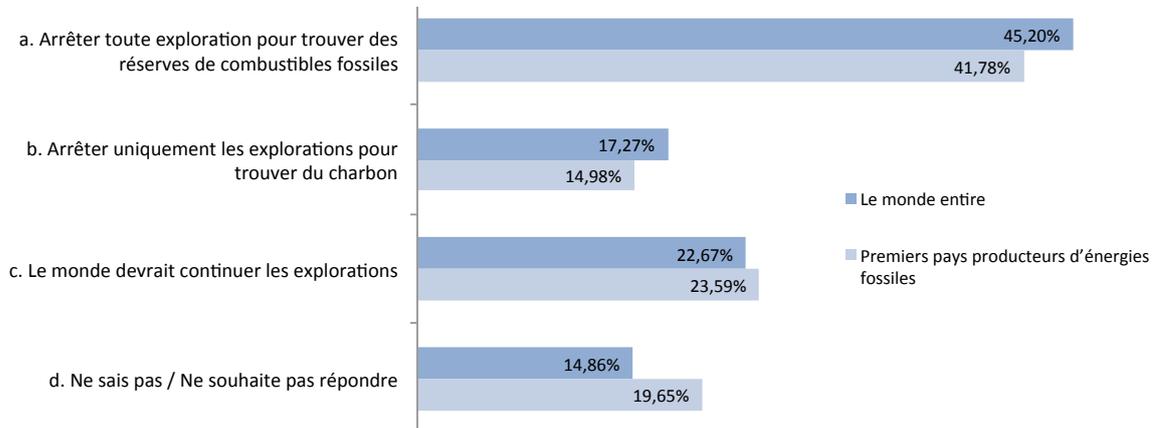
Toutefois, sans un soutien majoritaire en faveur de l'arrêt de l'ensemble des explorations de combustibles fossiles dans la plupart des pays, et avec 15 % de participants ne sachant pas ou ne souhaitant pas répondre (le pourcentage le plus élevé pour cette option de réponse dans l'ensemble des questions), il sera capital de prêter davantage attention à cet enjeu dans un avenir immédiat, si la voie vers un objectif à long terme de zéro émissions devait se confirmer.



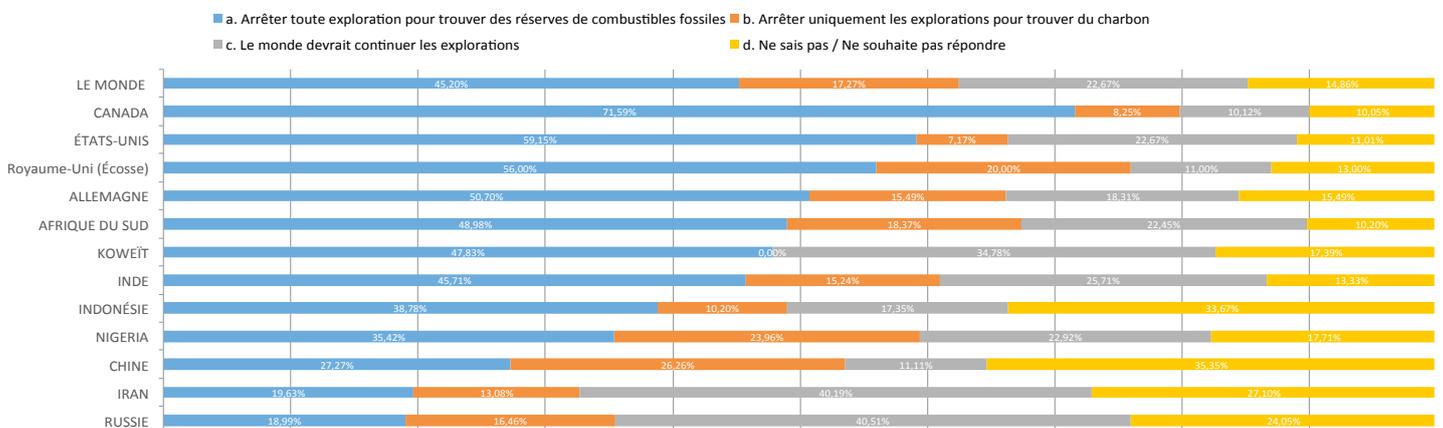
5. Un accord à Paris, devrait-il comporter un objectif mondial à long terme pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin de ce siècle ?



5. Comment le monde doit-il traiter les explorations pour trouver de nouvelles réserves de combustibles fossiles?



2.5. Comment le monde doit-il traiter les explorations pour trouver de nouvelles réserves de combustibles fossiles?





3) L'accord de Paris issu de la COP21 doit aboutir à des solutions crédibles, afin de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius maximum

Les engagements doivent être juridiquement contraignants et les progrès doivent être transparents et contrôlés.

OBSERVATION

- 63 % des citoyens au niveau mondial pensent que le monde doit décider à Paris de faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter le réchauffement à 2 degrés Celsius d'ici 2100.
- 71 % de l'ensemble des participants au niveau mondial estiment qu'un accord à Paris doit inclure des objectifs nationaux à court terme qui soient juridiquement contraignants pour tous les pays ; 14 % considèrent que de tels objectifs doivent être juridiquement contraignants uniquement pour les pays développés. De la même manière, 68 % trouvent qu'un objectif à long terme de zéro émissions à la fin de ce siècle doit être légalement contraignant pour tous les pays, alors que 17 % pensent qu'il ne doit l'être que pour les pays développés et émergents.
- 92 % des participants estiment que les pays devraient convenir à Paris d'actualiser leurs engagements en faveur du climat tous les cinq ans, et 90 % pensent que les États devraient publier un rapport annuel sur leurs émissions et signaler les progrès effectués en vue de répondre à leurs engagements en matière de climat. 61 % des participants pensent qu'un organisme au niveau de l'ONU devrait être autorisé à établir des rapports évaluant la suffisance et l'équité des contributions des pays respectifs en faveur du climat, et 50 % pensent que tout pays devrait avoir le droit d'examiner les rapports des autres pays sur leurs efforts d'atténuation et d'adaptation, tandis que 28 % estiment que seuls les pays financeurs devraient avoir le droit d'inspecter les pays bénéficiaires.

COMMENTAIRES

Bien que les résultats révèlent plusieurs différences entre les pays, celles-ci sont moins significatives que la tendance générale au niveau mondial : les citoyens encouragent fortement une limitation du réchauffement climatique à moins de 2 degrés Celsius en 2100 (comparé au niveau de l'époque préindustrielle), tel que cela avait été convenu par la communauté internationale, à Copenhague, en 2009.

L'appui apporté à ces objectifs, de court et long terme, juridiquement contraignants, montre que les citoyens veulent s'assurer que les engagements pris seront également tenus. Le soutien encore plus favorable à une initiative par laquelle les pays actualiseraient leurs engagements climatiques tous les cinq ans et soumettraient des comptes rendus annuels des progrès révèle aussi que les citoyens veulent que leurs dirigeants assument la responsabilité de leurs promesses. Bien qu'il ne soit pas aussi marqué, le soutien des citoyens en faveur du droit de contrôle mutuel des pays renforce encore leur demande de transparence dans la mise en place des plans-climat. Par ailleurs, nombreux sont les participants qui en appellent aux Nations Unies pour prendre l'initiative et vérifier que ces plans soient justes et suffisants. Par conséquent, les citoyens réclament aussi une plus grande autorité de l'ONU.

Il convient donc de conclure que les citoyens souscrivent largement aux principaux éléments en discussion aux Nations Unies à même de renforcer les ambitions de l'accord et de maximiser sa capacité à faire avancer le monde vers l'objectif d'une limitation du réchauffement climatique à 2 degrés Celsius.

GUATEMALA



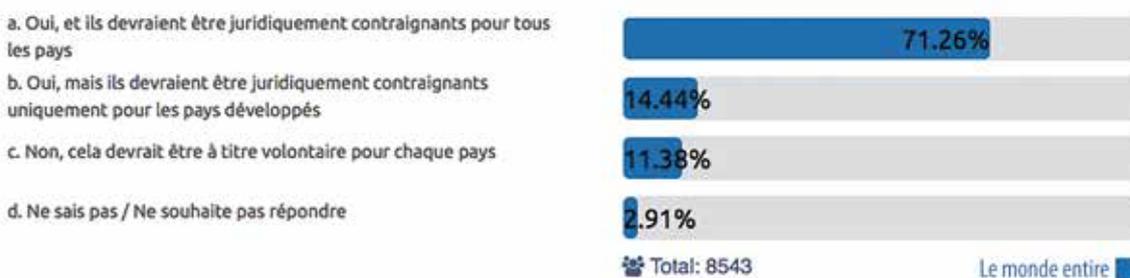
KENYA



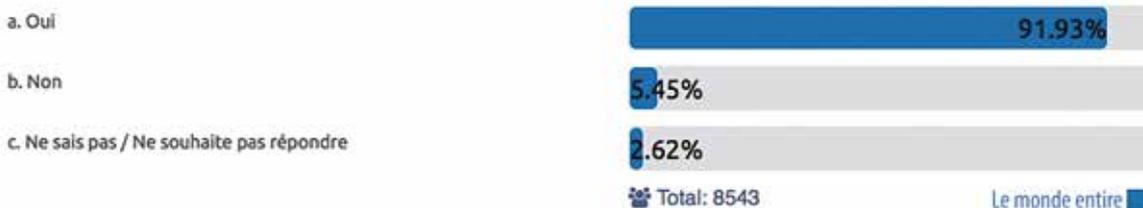
ÉTATS-UNIS - ARIZONA



4. Un accord à Paris devrait-il comporter des objectifs nationaux à court terme ?



1. Pensez-vous qu'à Paris, les pays devraient convenir d'actualiser leurs engagements en faveur du climat tous les cinq ans ?



3. Selon vous, les pays devraient-ils avoir le droit d'examiner les rapports des autres pays sur leurs efforts d'atténuation et d'adaptation ?





4) Le changement climatique représente une opportunité d'améliorer la qualité de vie

Les mesures de lutte contre le changement climatique sont perçues comme une opportunité plutôt qu'une menace.

RÉSULTATS

- 66 % des participants au Débat Citoyen Planétaire considèrent que les mesures de lutte contre le changement climatique constituent principalement une opportunité d'améliorer la qualité de vie.
- 27 % des citoyens pensent au contraire que de telles mesures représentent pour la plupart une atteinte à leur qualité de vie.
- Les réponses à cette question varient peu en fonction des régions et du niveau de revenu.

COMMENTAIRES

Les résultats du Débat Citoyen Planétaire indiquent que la majorité globale des citoyens envisage les mesures de lutte contre le changement climatique comme une opportunité d'améliorer la qualité de vie, qu'il s'agisse de poursuivre une dynamique de diminution des émissions dans le cadre d'efforts d'atténuation ou d'adopter des mesures visant à renforcer l'adaptation. Cette conclusion est à la fois significative et surprenante, étant donné que les outils de

lutte contre le changement climatique ont, jusqu'à aujourd'hui, souvent été désignés comme un fardeau plutôt qu'une opportunité dans les débats médiatiques et politiques. Ceci dit, il est vrai que certaines voix mettant en avant le fait que ces mesures représentent une opportunité se font parfois entendre. Les résultats du Débat montrent que les citoyens souscrivent plus à cette thèse et cette façon d'envisager la lutte contre le changement climatique. Pour les pays à plus faibles revenus, il est souvent avancé que des mesures d'atténuation pourraient porter atteinte à la croissance économique et, par conséquent, ralentir les progrès en matière d'élimination de la pauvreté, de systèmes de santé et d'autres défis de développement. Il est par conséquent remarquable que les participants provenant de pays à faibles revenus aient donné le même type de réponse que les participants du reste du monde.

Cela envoie un signal fort aux responsables politiques : quelle que soit la richesse d'un pays, la recherche des synergies potentielles entre une meilleure qualité de vie et des mesures de lutte contre le changement climatique doit être renforcée.

2. Selon vous, les mesures pour lutter contre le changement climatique:

a. Sont pour la plupart une atteinte à notre qualité de vie

26.75%

27.75%

b. Sont pour la plupart une opportunité pour améliorer notre qualité de vie

66.24%

66.4%

c. N'auront aucune incidence sur notre qualité de vie

3.98%

2.51%

d. Ne sais pas / Ne souhaite pas répondre

3.03%

3.34%

Total: 8685 Le monde entier

Total: 2260 Pays à faibles revenus (égal ou inférieur à \$1,045)



5) Instauration de taxes carbone et investissement dans les énergies renouvelables

Les citoyens appellent également à soutenir la recherche et le développement des technologies bas-carbone.

RÉSULTATS

- 88 % des participants au niveau mondial encouragent un système de taxe carbone flexible et dynamique, que celui-ci se base sur le niveau de développement ou sur celui des émissions.
- Lorsqu'on leur demande de choisir deux approches afin de réaliser des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre, les participants au niveau mondial plébiscitent la subvention des énergies renouvelables (56 %) ou le soutien au développement des technologies bas-carbone (46 %).

Étant donné que les participants pouvaient choisir jusqu'à deux réponses pour cette question, le total des pourcentages peut atteindre 200.

COMMENTAIRES

Les résultats montrent un soutien fort pour une taxe carbone, la plupart des citoyens favorisant un dispositif qui augmente graduellement les coûts pour les pays ne réduisant pas leurs émissions. Les différences dans la ferveur du soutien entre les citoyens issus de différents groupes de pays (tels que les pays de l'OPEP ou les PMA) et le reste du monde sont faibles et non significatives. Seul un participant sur dix au niveau mondial ne défend pas l'idée d'un système de taxe carbone, ce qui envoie un

message sans équivoque aux décideurs politiques quant à la volonté des citoyens de faire un pas en avant vers cette mesure.

À l'inverse du fort soutien dont bénéficie la taxation du carbone, sa tarification peine à convaincre (21 %), lorsque l'on demande aux participants leurs approches préférées afin de réaliser des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre. Le fait que les citoyens préfèrent subventionner les énergies renouvelables et soutenir la recherche et le développement de solutions à faibles émissions de carbone indique que la mise en place de technologies actuelles et nouvelles dans le but de faire baisser les émissions et d'aller vers la transition énergétique est largement favorisée.

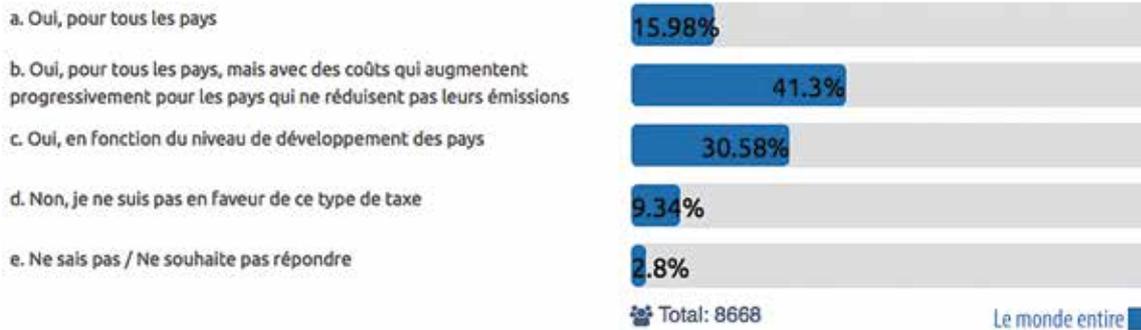
De manière générale, les citoyens ont une préférence pour les mesures incitatives et les subventions parmi les mécanismes visant à réaliser des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre. Malgré cela, les résultats montrent qu'ils sont conscients de la grande variété des solutions nécessaires à des réductions importantes des émissions de gaz à effet de serre, et notamment des mécanismes tels que la taxation et la tarification du carbone.





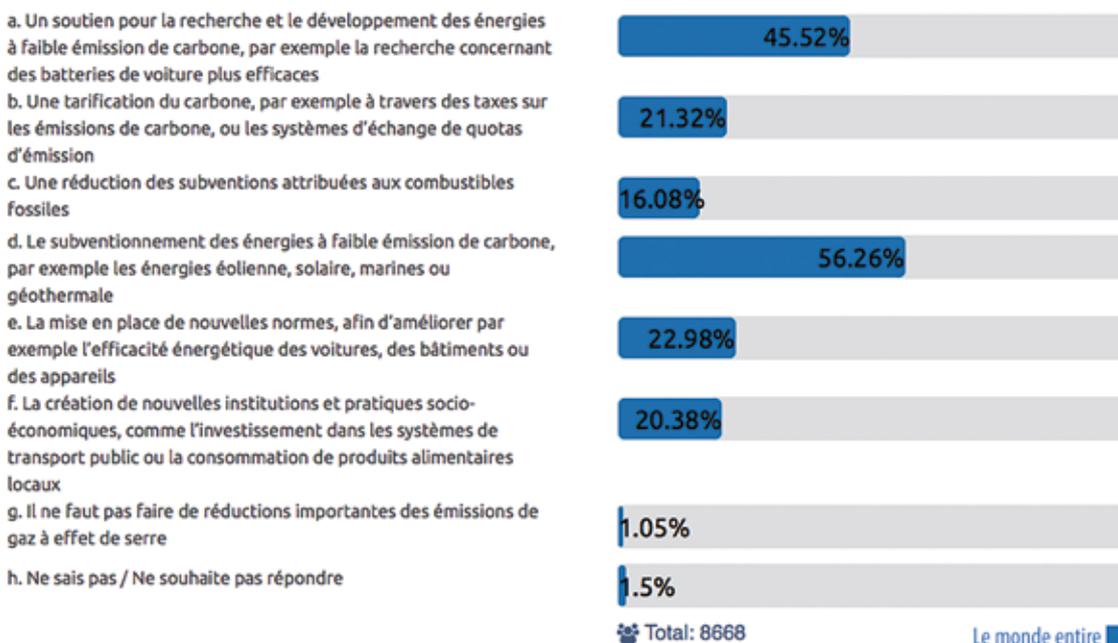
CHAPITRE 1 : UN APPEL URGENT À L'ACTION

1. Seriez-vous en faveur d'une taxe carbone ?



2. Lesquelles de ces approches préférez-vous afin de réaliser des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre ?

Notez que le pourcentage total peut être supérieur à 100% puisqu'il s'agit d'une question à laquelle les citoyens peuvent donner plusieurs réponses.





6) L'écart « Nord-Sud » se réduit

Les citoyens des pays développés et en voie de développement sont largement d'accord sur la façon dont il faut faire face au changement climatique.

RÉSULTATS

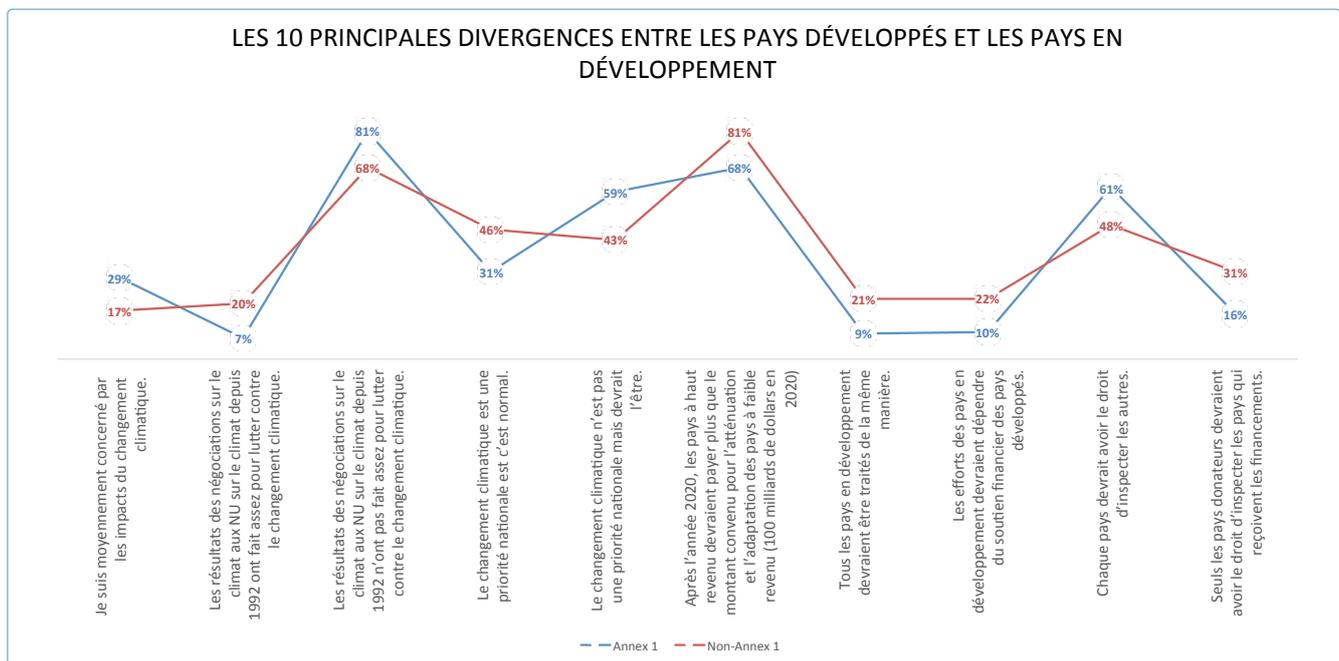
- Les différences entre les réponses des participants issus de pays développés et ceux issus de pays en développement sont généralement faibles (en moyenne, 4,2 points). Elles ressortent le plus nettement dans les questions relatives au financement et au niveau d'effort à investir dans les mesures d'atténuation : les citoyens des pays en voie de développement sont plus volontiers en faveur (à hauteur de 10 points) de politiques plaçant une responsabilité accrue sur les pays développés. Le même phénomène peut être observé lorsque l'on compare les réponses des participants de l'UE avec celles des participants africains, ainsi que les avis de citoyens issus de pays à haut revenu avec ceux de citoyens issus de pays à faible revenu.

même manière la nature du défi posé par le changement climatique et partagent la même opinion sur la manière dont il faut y faire face. C'est un signe fort envoyé aux décideurs politiques et aux négociateurs pour qu'ils accordent davantage d'attention aux intérêts communs et moins à ce qui semble relever d'intérêts spéciaux ou nationaux.

En dépit de la forte convergence, il ne faut pas négliger les faibles différences qui existent quant à la problématique du niveau de responsabilité, qui représente un enjeu clé des négociations. Bien que les citoyens s'accordent pour dire que les responsabilités doivent être différenciées, ils divergent sur le degré de différenciation de celles-ci. Il existe donc une différence modeste, mais réelle, dans l'opinion entre le Nord et le Sud quant à ce qui est équitable et ce qui ne l'est pas. Compte tenu des différences de conditions de vie, ce qui est peut-être le plus remarquable dans ces résultats est la faible ampleur de ces écarts.

COMMENTAIRES

La forte convergence entre les opinions des citoyens des pays développés et celles des participants des pays en voie de développement est assez remarquable. D'une manière générale, les citoyens du Nord et du Sud conçoivent de la





7) Les pays doivent prendre leurs responsabilités en fonction de leurs capacités et niveaux d'émission respectifs

La distinction entre les pays de l'Annexe 1 (pays développés) et ceux de la non-Annexe 1 (pays en voie de développement) est considérée comme moins pertinente

RÉSULTATS

- 55 % des participants au niveau mondial pensent que les pays en voie de développement les plus riches « devraient être classés dans une troisième catégorie, avec plus de responsabilités que les pays les plus démunis et moins développés, mais moins de responsabilités que les pays développés ». 23 % des participants demandent même à ce que les pays en voie de développement les plus riches aient les mêmes responsabilités que les nations développées. Il est intéressant de constater que les participants issus de pays classés dans la catégorie non-Annex 1 de la Convention sur le changement climatique, mais venant de pays à hauts revenus ou d'économies à revenu intermédiaire-supérieur (voir le tableau ci-contre) ont tendance à partager l'opinion des citoyens du reste du monde.
- 71 % des participants au niveau mondial considèrent que les émissions et capacités économiques actuelles ou futures constituent la meilleure base pour la mise en place de mesures contre le changement climatique. Les citoyens des pays développés et en voie de développement s'accordent de façon presque parfaite sur ce point, le critère des capacités économiques remportant un peu plus la faveur des citoyens des pays en développement. Au niveau mondial, seuls 21 % des citoyens préfèrent l'utilisation des émissions historiques comme fondement de l'ambition des contributions nationales en faveur du climat. Très peu de pays, tels que l'Ouganda, l'Iran, le Brésil, le Cap-Vert et le Mozambique, placent les émissions historiques en tête de leurs choix.

COMMENTAIRES

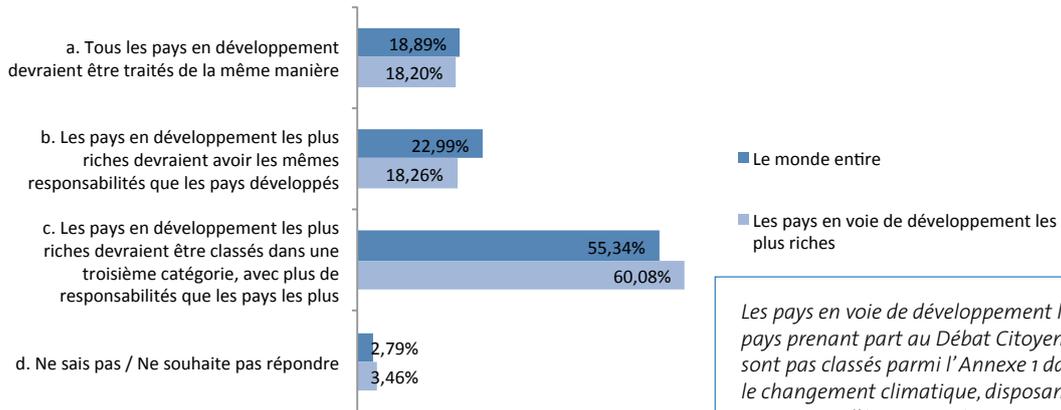
En règle générale, peu de participants soutiennent un traitement identique de tous les pays en voie de développement. Cela traduit la tendance générale, remarquée lors des récentes négociations sur le climat, qui consiste à accorder moins d'importance à des catégories définies et de plutôt considérer les capacités des nations sur le plan individuel. Les résultats du Débat Citoyen Planétaire montrent que les citoyens ne tiennent plus en compte les lignes

délimitant le Nord et le Sud, les pays développés et en voie de développement, pour des outils de catégorisation pertinents. Ils désirent voir les pays progresser dans leurs efforts graduellement, à mesure du développement de leurs richesses et capacités, plutôt que d'assister à leur immobilisme, au sein des catégories Annexe 1 et non-membre de l'Annexe 1. Le fait que les citoyens issus des pays qui sont les plus susceptibles d'être touchés par un changement de ces catégories de pays apportent leur soutien de façon équivalente au reste des participants envoie un message fort à leurs dirigeants. Cela fait également écho aux résultats du Débat Citoyen Planétaire sur le Réchauffement Climatique de 2009, où les participants des économies émergentes avaient voté en faveur de la mise en place d'objectifs chiffrés de réduction des émissions pour leurs pays, alors même que ces objectifs ne se trouvaient pas au programme des négociations.

Au niveau mondial, le fort soutien général exprimé en faveur d'une fixation des contributions nationales pour le climat en fonction des émissions et capacités économiques actuelles ou futures confirme également l'appel à s'écarter des catégories habituelles et à adopter une approche plus diversifiée. L'un des débats clés qui figure en arrière-plan des négociations antérieures et actuelles est la question de savoir s'il est équitable pour les pays développés de demander aux économies émergentes de réduire leurs émissions, lorsque l'on sait le rôle historique joué par la consommation des combustibles fossiles dans l'établissement du niveau de vie actuel des pays développés. Par conséquent, il est notable que les citoyens considèrent les émissions historiques comme l'indicateur le moins pertinent pour fixer les ambitions des contributions nationales en faveur du climat, comparé à l'utilisation des émissions et capacités économiques actuelles ou futures. Bien que des différences d'opinions existent parmi les pays développés et en voie de développement, elles sont moins importantes et significatives que le soutien de la majorité des participants à l'utilisation des émissions et capacités économiques actuelles ou futures comme fondement servant à déterminer l'équité des engagements climatiques nationaux pris.

Ces résultats envoient un message clair aux décideurs politiques de toutes les nations, au moment de déterminer le moyen le plus pertinent de fixer leurs contributions nationales respectives en faveur du climat dans un nouvel accord mondial.

4. Tous les pays en développement devraient-ils être classés dans une seule catégorie, comme c'est le cas à présent, ou les pays en développement les plus riches devraient-ils faire plus d'efforts ?



Les pays en voie de développement les plus riches (les pays prenant part au Débat Citoyen Planétaire, qui ne sont pas classés parmi l'Annexe 1 dans la convention sur le changement climatique, disposant toutefois de hauts revenus ou d'économies à revenu intermédiaire supérieur)

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT LES PLUS RICHES DANS LE WWVIEWS CLIMAT ET ÉNERGIE

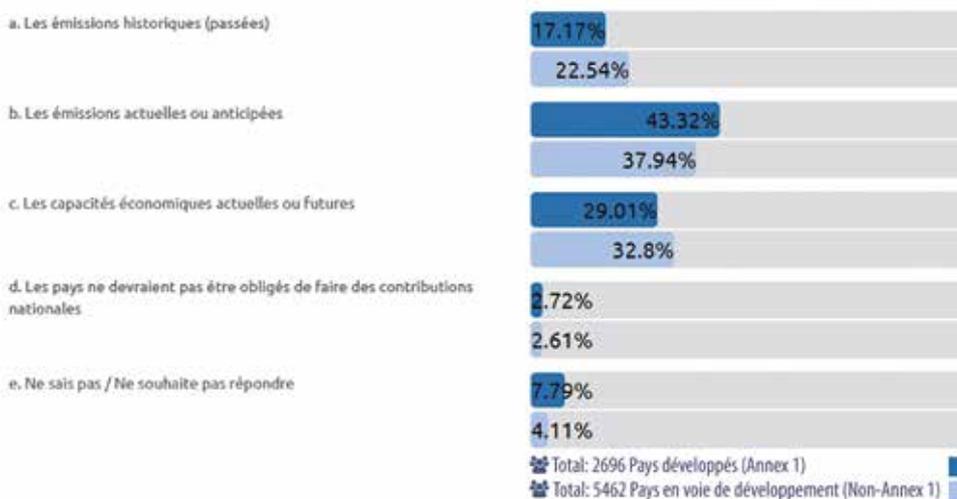
ÉCONOMIES À REVENU INTERMÉDIAIRE SUPÉRIEUR

- Argentine
- Bosnie-Herzégovine
- Brésil
- Chine
- Costa Rica
- République dominicaine
- Fidji
- Gabon
- Grenade
- Iran
- Malaisie
- Maurice
- Sainte-Lucie
- Seychelles
- Afrique du Sud
- Tunisie

ÉCONOMIES À HAUT REVENU

- Barbade
- Chili
- Koweït
- Corée du Sud

1. Quelle serait la meilleure base pour fixer l'ambition des contributions nationales en faveur du climat ?





8) Tous les pays doivent prendre des mesures afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

Même si d'autres n'en prennent pas.

RÉSULTATS

- 79 % des participants veulent que leur pays prenne des mesures pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES), même si d'autres pays n'en prennent pas. 17 % souhaitent que leur pays prenne des mesures sous réserve que beaucoup d'autres pays en prennent également.
- Les participants des pays les moins avancés (PMA) soutiennent moins nettement (68 %) la prise de mesure indépendamment des actions des autres pays que la moyenne mondiale, alors que les participants issus des petits États insulaires en développement (PEID) appuient davantage cette solution (86 %) que la moyenne mondiale.
- Les participants de la plupart des pays avec les émissions les plus élevées encouragent davantage la prise de mesures par leurs pays indépendamment de l'action d'autres pays que la moyenne mondiale. Entre autres exemples, on peut citer les États-Unis (95 %), l'Inde (84 %), la Russie (80 %), le Brésil (95 %), le Japon (85 %), l'Allemagne (87 %), la Corée du Sud (81 %) et le Canada (94 %) ; à l'exception de la Chine (57 %).

COMMENTAIRES

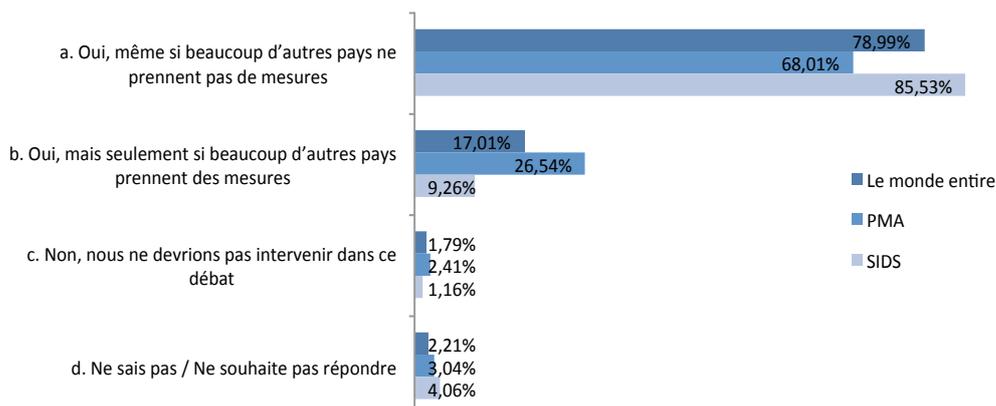
Il y a, d'une manière générale, un fort soutien mondial pour la prise de mesures afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans chaque pays indépendamment de l'action des

autres pays. Le fait que les participants issus des PEID appellent davantage à la prise de mesures, indépendamment de l'action des autres, peut s'expliquer par les effets disproportionnés du changement climatique sur la sécurité, l'environnement et le développement socio-économique de ces pays. À l'inverse, le faible soutien des PMA peut trouver sa source dans le manque de ressources financières et techniques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, 68 % des citoyens de ces états désirent que leur pays prenne des mesures, même si d'autres n'en prennent pas.

Cet engouement au niveau mondial pour la prise de décision indépendamment de la conduite des autres pays traduit bien l'important niveau d'inquiétude des citoyens à l'égard des effets du changement climatique, l'urgence avec laquelle ils estiment que des solutions doivent être adoptées ainsi que leur opinion selon laquelle la lutte contre le changement climatique représente une opportunité plutôt qu'une menace. Bien que le désir d'un accord international soit réel, les participants souhaitent également que leurs pays agissent, indépendamment des actions entreprises par les autres. On peut en déduire que les citoyens se préoccupent moins des mesures prises par les autres et davantage de leurs propres actions.

Les négociateurs et responsables politiques seraient mal avisés d'accorder trop d'importance aux actions entreprises par autrui dans la définition de leurs propres engagements, car, en dernière instance, les citoyens les jugeront sur les leurs.

4. Votre pays devrait-il prendre des mesures afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre?





9) Le secteur privé doit contribuer de façon significative au financement de la lutte contre le changement climatique

Mais les citoyens préféreraient voir d'autres acteurs sociaux en charge de décider des mesures de lutte contre le changement climatique.

RÉSULTATS

- 54 % des participants au niveau mondial voudraient voir les contributions du secteur privé des pays développés représenter la moitié ou plus des offres de financement pour le climat. 32 % pensent que les contributions du secteur privé ne devraient représenter qu'une faible partie desdites offres.
- Seuls 11 % des participants au Débat Citoyen Planétaire pensent que les entreprises et le secteur privé doivent être les acteurs principaux de la lutte contre le changement climatique. La plupart des citoyens au niveau mondial estiment que le changement climatique relève principalement d'une responsabilité globale et/ou de la responsabilité des citoyens, des initiatives de la société civile et des gouvernements nationaux.

COMMENTAIRES

Bien que les documents d'informations distribués lors du Débat Citoyen Planétaire expliquent que permettre au secteur privé de jouer un rôle financier plus important dans la lutte contre le changement climatique risquerait de réduire l'engagement des autorités publiques et la souveraineté des États, la plupart des citoyens préfèrent tout de même confier au moins la moitié du financement des contributions au secteur privé. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer cela, mais il semble raisonnable

d'interpréter ce résultat comme une indication que les citoyens souhaitent que le secteur privé contribue de façon substantielle au financement de la lutte contre le changement climatique.

Malgré le désir des citoyens de voir le secteur privé apporter son aide au financement des solutions, ils ne pensent pas que la nature desdites solutions doit être laissée à la discrétion de celui-ci. Si les participants sont en faveur d'une forte contribution du secteur privé, ils ne pensent pas que celui-ci devrait être en charge de déterminer la nature des solutions à apporter au changement climatique et préfèrent confier cette tâche au processus de négociations internationales.

Dès lors, il est intéressant de se demander si le sentiment général des citoyens se trouve en porte-à-faux avec l'avis de nombreux décideurs politiques et chefs d'entreprise, qui souhaitent voir le secteur privé jouer un rôle bien plus actif dans le développement et la mise en place des solutions de lutte contre le changement climatique.

Quoi qu'il en soit, il semble qu'un dialogue entre décideurs politiques, grands acteurs économiques et citoyens soit nécessaire en vue de clarifier le rôle que devra assumer le secteur privé dans les efforts futurs de lutte contre le changement climatique.



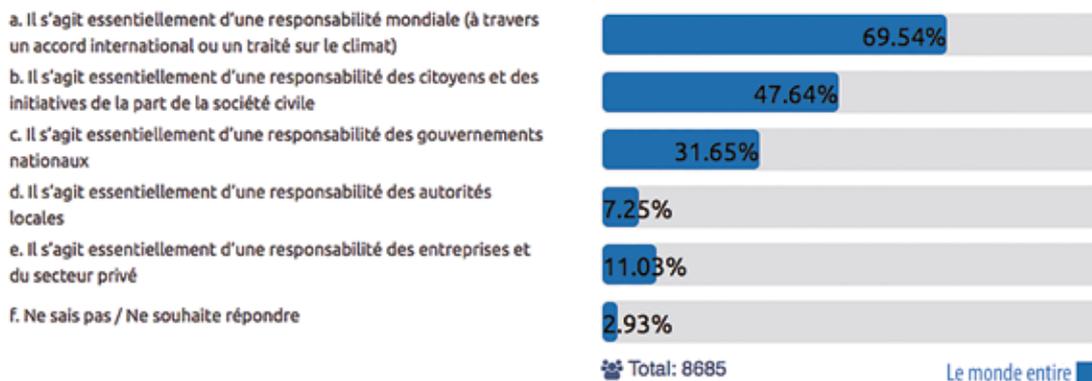


3. Les contributions du secteur privé devraient-elles être comptabilisées dans les offres de financement de la part des pays développés ?



6. A votre avis, qui devrait être essentiellement responsable pour la lutte contre le changement climatique ?

Notez que le pourcentage total peut être supérieur à 100% puisqu'il s'agit d'une question à laquelle les citoyens peuvent donner plusieurs réponses.





10) Les pays à haut revenu doivent réévaluer leurs engagements financiers en faveur du climat

Et augmenter leur contribution pour l'atténuation et l'adaptation dans les pays à faible revenu au-delà des 100 milliards de dollars annuels déjà convenus à partir de 2020

RÉSULTATS

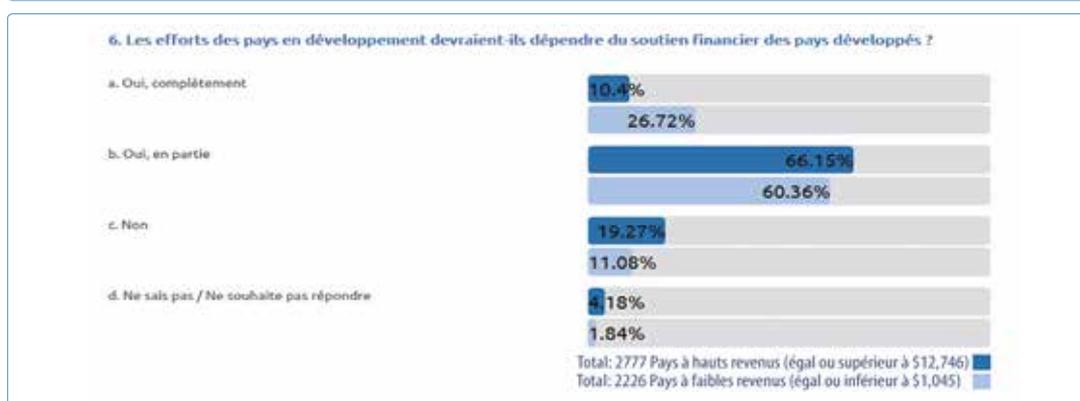
- 79 % de l'ensemble des participants au Débat Citoyen Planétaire appellent les pays à haut revenu à augmenter leurs engagements financiers en faveur du climat. 69 % des participants des pays à hauts revenus sont d'accord alors que 15 % sont en désaccord.
- 82 % des participants au niveau mondial pensent que les efforts des pays en voie de développement doivent dépendre, en partie (63 %) ou en totalité (19 %), du soutien financier des pays développés. Les participants issus de pays à faible revenu soutiennent davantage cette mesure, 27 % d'entre eux pensant en effet que leurs efforts doivent dépendre complètement d'un tel soutien financier.

COMMENTAIRES

La grande majorité des citoyens du monde déclare que les pays à haut revenu devraient augmenter leur contribution pour

l'atténuation et l'adaptation dans les pays à faible revenu au-delà des 100 milliards de dollars annuels déjà convenus à partir de 2020. Bien qu'elle soit plus faible que la moyenne mondiale, une part remarquable des citoyens issus de pays à haut revenu partage cet avis. Conjugué au fait que la majorité des citoyens au niveau mondial estiment que les efforts des pays en voie de développement doivent en partie dépendre du soutien financier des pays développés, il paraît clair que les citoyens considèrent qu'il est essentiel que les pays à haut revenu augmentent leur contribution.

Les citoyens désirent voir les négociations de la COP21 déboucher sur des engagements plus importants et ne pas se contenter de clarifier la façon dont les promesses faites à Copenhague (COP 15) et Cancún (COP 16) seront tenues. Il est évident que les citoyens du monde entier s'attendent au minimum à ce que l'accord conclu à Paris vienne éclaircir la façon dont les promesses seront tenues. Mais il est également certain que ces promesses ne suffisent plus et que de nouveaux engagements sont attendus.





11) Les citoyens veulent jouer un rôle actif dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Ils estiment que leur rôle est essentiel.

RÉSULTATS

- 48 % de l'ensemble des participants au Débat Citoyen Planétaire pensent que la lutte contre le changement climatique relève principalement de la responsabilité des citoyens et d'initiatives de la société civile. Les participants placent la responsabilité mondiale (à travers un accord ou traité international sur le climat) en première position à 70 % et la responsabilité des gouvernements nationaux et autorités locales bien en dessous, à, respectivement, 32 % et 7 %.

Étant donné que les participants pouvaient choisir jusqu'à deux réponses pour cette question, le total des pourcentages peut atteindre 200.

- 71 % pensent que les résultats des négociations des Nations Unies sur le climat depuis 1992 n'ont pas fait assez pour lutter contre le changement climatique.
- 78 % des participants au Débat Citoyen Planétaire considèrent que les programmes éducatifs sur le changement climatique destinés au grand public représentent l'un des outils les plus adaptés à la réduction du niveau d'émissions de gaz à effet de serre.

Étant donné que les participants pouvaient choisir jusqu'à deux réponses pour cette question, le total des pourcentages peut atteindre 200.

COMMENTAIRES

Bien qu'ils reconnaissent de façon manifeste que la lutte contre le changement climatique relève principalement d'une responsabilité mondiale, il est intéressant de constater que les participants placent le rôle des citoyens et des initiatives de la société civile en seconde position, devant les autorités nationales et locales. Par conséquent, les participants montrent une forte préférence pour des actions personnelles et décentralisées, ce qui correspond à leur grande inquiétude au sujet du changement climatique et à leur sentiment que les résultats des négociations des Nation Unies sur le climat depuis 1992 n'ont pas été assez efficaces. Ce résultat vient confirmer le sentiment exprimé lors du Débat Citoyen Planétaire sur le Réchauffement Climatique (2009), lors duquel il a été demandé aux citoyens de soumettre une recommandation aux décideurs politiques à la fin des délibérations ; près de 40 % d'entre eux avaient alors insisté sur des mesures aidant les citoyens à réduire leur empreinte carbone.





CHAPITRE 4 : LA PARTICIPATION DES CITOYENS

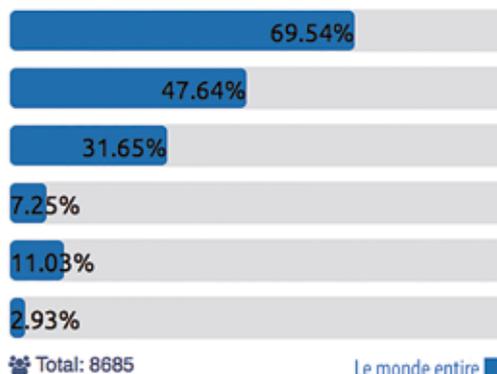
Le fort soutien en faveur des programmes éducatifs est une indication claire que les citoyens désirent s'inscrire dans une citoyenneté active et informée, capable de jouer un rôle dans la lutte contre le changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'opinion des participants encourage donc les décideurs politiques à mettre au point des mesures et processus de gouvernance donnant aux citoyens un rôle d'acteurs de la transition énergétique qu'ils appellent de leurs vœux.

6. A votre avis, qui devrait être essentiellement responsable pour la lutte contre le changement climatique ?

Notez que le pourcentage total peut être supérieur à 100% puisqu'il s'agit d'une question à laquelle les citoyens peuvent donner plusieurs réponses.

- a. Il s'agit essentiellement d'une responsabilité mondiale (à travers un accord international ou un traité sur le climat)
- b. Il s'agit essentiellement d'une responsabilité des citoyens et des initiatives de la part de la société civile
- c. Il s'agit essentiellement d'une responsabilité des gouvernements nationaux
- d. Il s'agit essentiellement d'une responsabilité des autorités locales
- e. Il s'agit essentiellement d'une responsabilité des entreprises et du secteur privé
- f. Ne sais pas / Ne souhaite répondre



JAPON



BURUNDI



KOWEÏT



12) Les citoyens veulent participer aux décisions politiques sur le climat

Ils estiment avoir un rôle à jouer dans les négociations des Nations Unies sur le climat et témoignent d'une grande confiance dans la méthode du Débat Citoyen Planétaire.

RÉSULTATS

- 83 % des participants pensent que les résultats du Débat Citoyen Planétaire seront utiles au processus de décision de la COP 21 et 97 % d'entre eux recommandent l'organisation de processus similaires dans le futur.

“Ce 6 juin est une grande journée de mobilisation climatique et démocratique. Ce n'est pas une journée sans lendemain, pas une fin mais un commencement. (...) Cette grande consultation citoyenne est donc une contribution directe à la mobilisation qui doit nous permettre de prendre, à la fin de cette année, des décisions à la hauteur de l'urgence climatique, mais aussi à la mesure des formidables opportunités qu'offre la décarbonisation de nos économies et de nos sociétés.”

Ségolène Royal, Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE)

COMMENTAIRES

Le fort soutien apporté à l'organisation future de processus de dialogue semblables au Débat Citoyen Planétaire et la conviction que cette initiative est utile à la prise de décision lors de la COP 21, indiquent nettement que les citoyens veulent prendre part au choix des politiques à adopter dans la lutte contre le changement climatique. Ils veulent être entendus et considérés comme des acteurs du processus de décision, plutôt que d'être simplement soumis aux mesures prises par d'autres. Ces résultats sont cohérents avec ceux des Débats Citoyens Planétaires sur le Réchauffement Climatique (2009) et la Biodiversité (2012), au cours desquels la méthode WWViews a également été plébiscitée en tant qu'outil important pour intégrer les citoyens dans les négociations des Nations Unies.

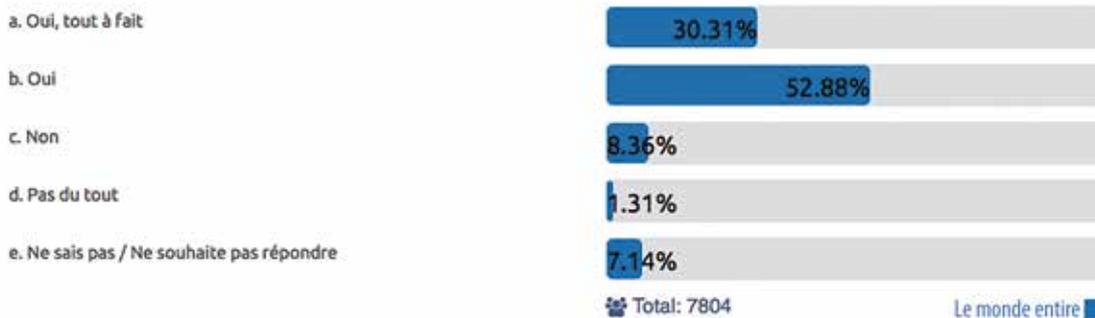
Les décideurs politiques et les autres responsables devraient prendre cela en compte dans les futures négociations sur le climat et accorder toute l'attention qui lui est due à l'article 6 (à présent intitulé Action for Climate Empowerment, ACE) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. En vertu de cet article, les parties à la convention s'engagent à promouvoir « la participation publique à l'examen des changements climatiques et de leurs effets et à la mise au point de mesures appropriées pour y faire face ». Les citoyens s'attendent clairement à ce que cette participation soit mise en œuvre.



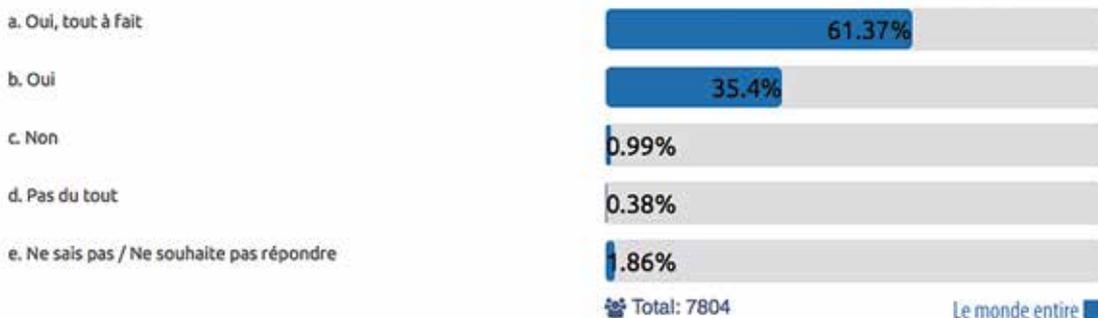


CHAPITRE 4 : LA PARTICIPATION DES CITOYENS

4. Pensez-vous que les résultats du Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) seront utiles au processus de prise de décision de la COP21 ?



5. Pensez-vous que des processus de dialogue comme le Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) devraient être organisés afin de traiter d'autres sujets et/ou des sujets similaires ?





Résultats au niveau mondial

Les pourcentages indiqués dans ce document et sur la page de résultats du site climateandenergy.org sont calculés de la façon suivante : lors du calcul des pourcentages d'un pays, si plus d'un débat a été organisé, une importance identique a été donnée aux résultats de chaque réunion, indépendamment du nombre de participants. Le même principe s'applique aux catégories comme les groupes de pays, les régions, les pays développés/en voie de développement et le total au niveau mondial : les votes de chaque pays ont le même poids lors du calcul des moyennes. La page des résultats en ligne permet de comparer différents débats, différents pays, régions et autres groupes. Le nombre total de vote est mentionné pour chaque réponse. Au total, l'événement a compté 9 378 participants (4 724 femmes et 4 654 hommes).

1. L'importance de lutter contre le changement climatique

Ce volet concerne la situation actuelle et l'importance que les personnes attribuent à l'action pour lutter contre le changement climatique et au besoin de faire la transition vers une économie bas-carbone.

1. A quel point êtes-vous préoccupé par les conséquences du changement climatique ?



4. A votre avis, les résultats des négociations des Nations Unies sur le climat depuis 1992 ont-ils assez fait pour lutter contre le changement climatique



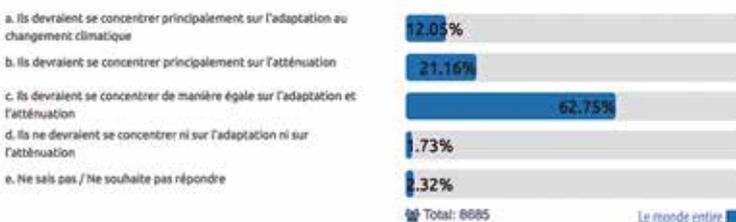
2. Selon vous, les mesures pour lutter contre le changement climatique:



5. Quel est le degré d'urgence pour que le monde réagisse afin de lutter contre le changement climatique?



3. Selon vous, sur quoi les efforts mondiaux devraient-ils se concentrer dans les prochaines décennies ?



6. A votre avis, qui devrait être essentiellement responsable pour la lutte contre le changement climatique ?

Notiez que le pourcentage total peut être supérieur à 100% puisqu'il s'agit d'une question à laquelle les citoyens peuvent donner plusieurs réponses.





SRI LANKA



ESPAGNE

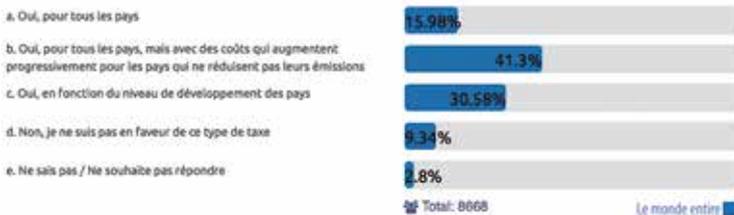


FRANCE - RHÔNE-ALPES

2. Les outils pour lutter contre le changement climatique

Ce volet concerne les divers outils pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

1. Seriez-vous en faveur d'une taxe carbone ?



2. Lesquelles de ces approches préférez-vous afin de réaliser des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre ?

Notez que le pourcentage total peut être supérieur à 100% puisqu'il s'agit d'une question à laquelle les citoyens peuvent donner plusieurs réponses.

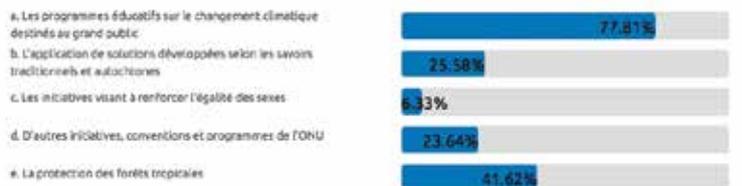


3. Selon vous, quelles solutions seront les plus efficaces pour répondre au problème du changement climatique ?



4. Selon vous, lesquels des outils suivants sont adaptés à la réduction du niveau d'émissions de gaz à effet de serre

Notez que le pourcentage total peut être supérieur à 100% puisqu'il s'agit d'une question à laquelle les citoyens peuvent donner plusieurs réponses.



5. Comment le monde doit-il traiter les explorations pour trouver de nouvelles réserves de combustibles fossiles ?





RWANDA



VIETNAM

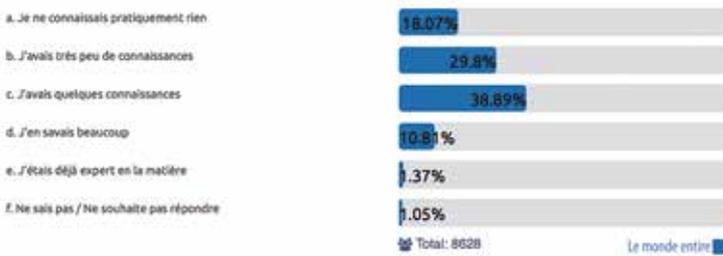


BIRMANIE

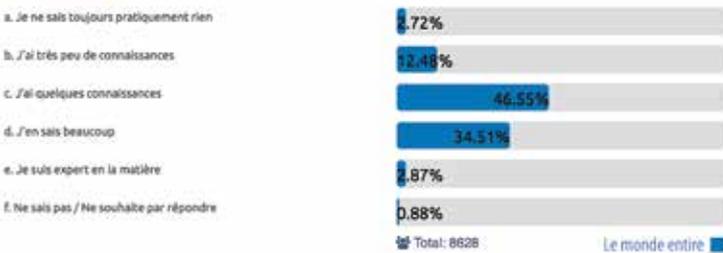
3. Les négociations des Nations Unies et les engagements nationaux

Ce volet concerne la question de savoir si les contributions nationales en faveur du climat devraient être obligatoires, et si les engagements relatifs à l'adaptation et l'atténuation doivent être pris au niveau national ou relever de la responsabilité mondiale.

1. Quelles étaient vos connaissances relatives au processus d'accord international sur le climat, avant de rejoindre le projet du Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) ?



2. Et maintenant ?



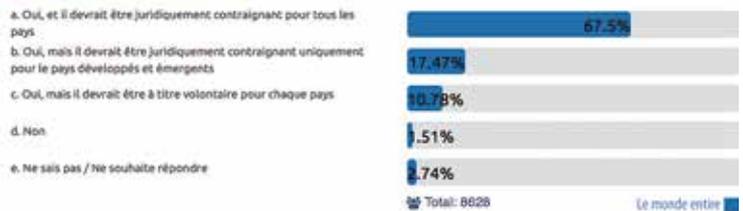
3. Que pensez-vous de la façon dont votre pays combat le changement climatique ?



4. Votre pays devrait-il prendre des mesures afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre ?



5. Un accord à Paris, devrait-il comporter un objectif mondial à long terme pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin de ce siècle ?





SEYCHELLES



MAURICE

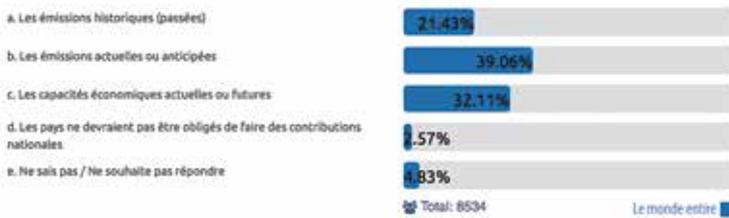


BRESIL

4. L'équité et le partage des efforts

Ce volet concerne les responsabilités communes mais différenciées ainsi que les capacités respectives des différents pays.

1. Quelle serait la meilleure base pour fixer l'ambition des contributions nationales en faveur du climat ?



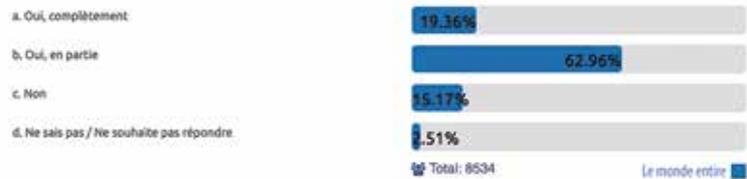
5. Considérez-vous que seuls les pays à haut revenu doivent contribuer au Fonds Vert pour le Climat ?



2. Après l'année 2020, les pays à haut revenu devraient-ils payer plus que le montant convenu pour l'atténuation et l'adaptation des pays à faible revenu (100 milliards de dollars en 2020)?



6. Les efforts des pays en développement devraient-ils dépendre du soutien financier des pays développés ?



3. Les contributions du secteur privé devraient-elles être comptabilisées dans les offres de financement de la part des pays développés ?



7. Les autorités locales, y compris les villes, devraient-elles avoir accès aux financements du Fonds Vert pour le Climat ?



4. Tous les pays en développement devraient-ils être classés dans une seule catégorie, comme c'est le cas à présent, ou les pays en développement les plus riches devraient-ils faire plus d'efforts ?



8. Lesquelles des options suivantes, un accord à Paris devrait-il comporter afin de traiter les pertes et dommages liés aux impacts du changement climatique ?





FRANCE – GRENOBLE



FRANCE - NORD-PAS DE CALAIS



CHINE-TAIPEI TAIPEI

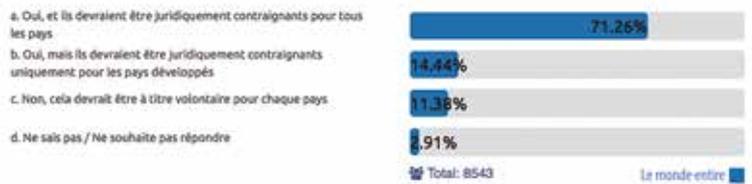
5. Faire des promesses en faveur du climat et les tenir

Ce volet concerne le défi de la transparence, du compte-rendu des progrès, et la préparation et la mise en œuvre des programmes et des actions.

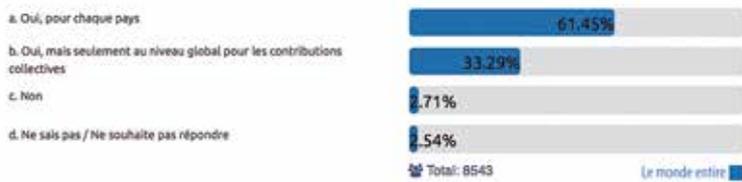
1. Pensez-vous qu'à Paris, les pays devraient convenir d'actualiser leurs engagements en faveur du climat tous les cinq ans ?



4. Un accord à Paris devrait-il comporter des objectifs nationaux à court terme ?



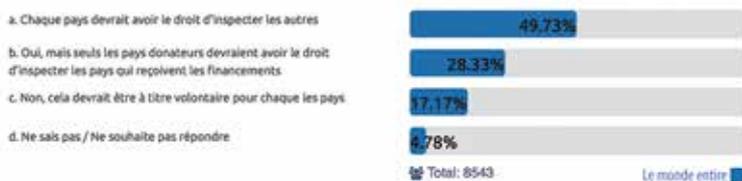
2. Un organisme du niveau de l'ONU devrait-il être autorisé à faire des bilans pour évaluer la suffisance et l'équité des contributions des pays ?



5. Les pays devraient-ils publier un rapport annuel sur leurs émissions, et indiquer le progrès réalisé dans leurs engagements en faveur du climat ?

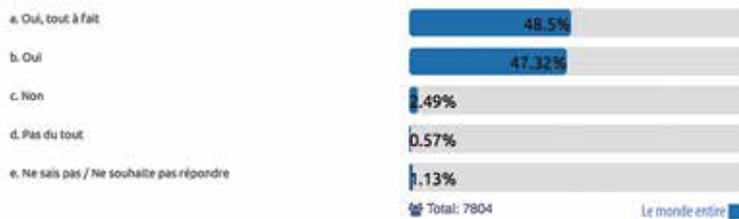


3. Selon vous, les pays devraient-ils avoir le droit d'examiner les rapports des autres pays sur leurs efforts d'atténuation et d'adaptation ?

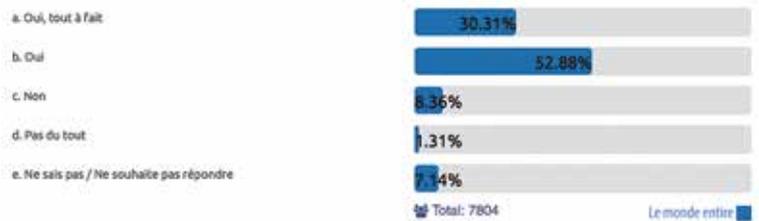


6. Questions d'évaluation

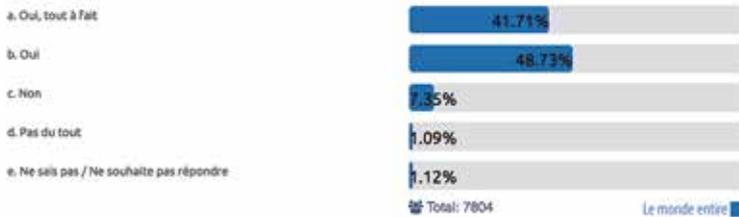
1. Les vidéos et les documents fournis étaient-ils équilibrés et instructifs ?



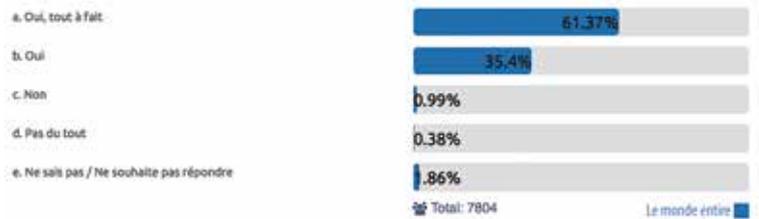
4. Pensez-vous que les résultats du Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) seront utiles au processus de prise de décision de la COP21 ?



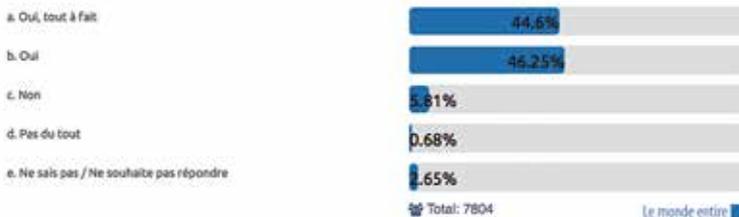
2. Des points de vue différents et opposés ont-ils été exprimés et débattus à votre table ?



5. Pensez-vous que des processus de dialogue comme le Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) devraient être organisés afin de traiter d'autres sujets et/ou des sujets similaires ?



3. Êtes-vous globalement satisfait de l'organisation du processus du Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) dans votre pays ?





Partenaires du Débat Citoyen Planétaire nationaux et régionaux

WWViews est structuré sous la forme d'une alliance mondiale d'institutions, comprenant des agences de conseil, des institutions parlementaires d'évaluation des choix techniques et sociaux, des organisations non gouvernementales de la société civile et des universités. Les 106 partenaires régionaux et nationaux de la WWViews Alliance présents dans 76 pays ont permis d'animer 97 débats, le 6 juin 2015.

Afghanistan

Groupe Énergies Renouvelables,
Environnement et Solidarités - GERES

Afrique du Sud

OneWorld Sustainable Investments

Allemagne

Nexus

Argentine

Red Argentina de Municipios frente al
Cambio Climático

Bahamas

Caribbean Youth Environment Network -
CYEN Bahamas

Bangladesh

Université de Dacca

Barbade

Caribbean Youth Environment Network -
CYEN Barbados

Bénin

Jeunes Volontaires pour l'Environnement

Bosnie-Herzégovine

Social Innovation Incubator « Munja »
(OIA)

Brésil

Instituto Brasileiro da Diversidade - IBD

Burkina Faso

Corade

Burundi

Action Volontaire pour la Lutte Contre
les Changements Climatiques et les
Effets Négatifs du Soufre du Diesel -
AVOCHACLISD

Cameroun

Action pour un Développement Équitable,
Intégré et Durable - ADEID

Canada

Toronto, Université de Waterloo et Balsillie
School of International Affairs
Montréal, Office de consultation publique
de Montréal

Cap-Vert

Association pour la Défense de
l'Environnement et le Développement

Chili

ONG Adapt-Chile

Chine

Global Village of Beijing ; Friends of
Nature

Comores

École française Henri Matisse

Corée du Sud

The Catholic University of Korea

Costa Rica

Costa Rica Limpia

Danemark

The Danish Board of Technology

Espagne

« La Caixa » Foundation
Asociación Española de Comunicación
Científica

États-Unis

Jefferson Center, Saint-Paul,
Minnesota
Colorado State University, Fort Collins,
Colorado
Museum of Science Boston, Boston,
Massachusetts
Arizona State University, Phoenix, Arizona

Research Partners :
Expert and Citizen Assessment of Science
and Technology (ECAST)
The Loka Institute

Éthiopie

Ethiopian Youth Climate Coalition (EYCC)

Fidji

Université de Fidji

France

(Régions françaises et une métropole)
Aquitaine
Auvergne

Basse-Normandie

Centre-Val de Loire
Franche-Comté
Grenoble Métropole
Guadeloupe
Haute-Normandie
Ile-de-France
La Réunion
Nord-Pas de Calais
Poitou-Charentes
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Rhône-Alpes

Gabon

AGNU

Gambie

Young Volunteers for the Environment-
The Gambia

Géorgie

Geo-Eco Alliance

Ghana

Community and Family Aid Foundation

Grèce

Université de médecine de l'Université
nationale et capodistrienne d'Athènes

Grenade

Caribbean Youth Environment Network -
CYEN Grenada

Guatemala

Centro Mesoamericano de Estudios sobre
Tecnología Apropriada - Cemat

Guyana

Caribbean Youth Environment Network -
CYEN Guyana

Haïti

Caribbean Youth Environment Network -
CYEN Haiti

Inde

The Energy and Resources Institute - TERI

Indonésie

Peduli Konservasi Alam Indonesia - PEKA
Indonesia Foundation



Iran

Eghtesad Online News Agency

Italie

Région des Abruzzes
Région de Toscane

Japon

Japan Science and Technology Agency
Kenya
National Environment Trust Fund

Koweït

Kuwait Scientific Center

Madagascar

Région Vakinankaratra
Région Atsinanana

Malaisie

Malaysian Nature Society

Mali

Association Malienne d'Eveil au
Développement Durable - AMEDD

Mauritanie

ONG BiodiverCités ; Association des
Maires et parlementaires du Gorgol -
AMPG

Maurice

Plateforme Citoyenne

Maroc

Association des Enseignants des
Sciences de la Vie et de la Terre - AESVT
MAROC

Mozambique

Arquitectos Sin Fronteras España - Grupo
Mozambique

Myanmar

Green Lotus

Népal

ForestAction Nepal

Niger

Réseau de la Jeunesse Nigérienne sur les
Changements Climatiques

Nigeria

Obafemi Awolowo University Campus

Pakistan

Sustainable Development Policy
Institute

Pérou

Pontificia Universidad Católica del Perú

Philippines

SeameoInnotech

Portugal

Instituto de Ciências Sociais da
Universidade de Lisboa

République démocratique du Congo

CODED ; Jeunes Volontaires
pour l'Environnement ; Actions
Communautaires pour le
Développement Intégral, RCP-Network

République dominicaine

Fundación Global Democracia y
Desarrollo (Funglode)

Royaume-Uni - Écosse

Keep Scotland Beautiful -Eco-Schools
Scotland

Roumanie

Colectiva Reciproca

Russie

Russian Socio Ecological Union Climate
Secretariat

Rwanda

Nile Basin Discourse Forum

Sainte-Lucie

Saint Lucia National Trust

Sénégal

Université Gaston Berger

Seychelles

Environment Education Section, Ministry
of Environment, Energy & Climate
Change

Sri Lanka

Munasinghe Institute for Development

Chine-Taïpei

National Taiwan University
3 débats organisés

Territoires palestiniens

The Applied Research Institute-
Jerusalem (ARIJ)

Tchad

Université de N'Djamena

Togo

Jeunes Volontaires pour l'Environnement

Tunisie

Monastir Regional Council

Turquie

Turkish Foundation for Combating Soil
Erosion - TEMA
Ouganda
Choice Africa

Viêt Nam

Urban-Rural Solutions Co

Zambie

Talent Africa

Zimbabwe

Young Volunteers for the Environment –
Zimbabwe

ASIE

AFRIQUE

AMÉRIQUE DU NORD

AMÉRIQUE DU SUD

EUROPE



Le Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie a impliqué près de 10 000 citoyens de 76 pays, répartis sur cinq continents. Les citoyens se sont réunis dans leurs pays respectifs afin de débattre des enjeux les plus essentiels des négociations des Nations Unies sur le changement climatique et la transition énergétique, qui se tiendront en décembre 2015. Ils ont reçu des informations équilibrées sur le changement climatique et la transition énergétique, ont débattu avec leurs concitoyens et ont exprimé leurs opinions personnelles. L'événement s'est tenu toute la journée du 6 juin 2015.



VISITEZ CLIMATEANDENERGY.WWVIEWS.ORG POUR :

- Obtenir les coordonnées de nos partenaires
 - Vous informer sur les coordinateurs
- Consulter les vidéos d'information pour les citoyens
- Consulter les brochures d'information pour les citoyens
 - Télécharger les éléments de communication
 - Afficher les vidéos et les photos des débats
 - Consulter les résultats dans leur intégralité
- Synthèse des résultats du Débat citoyen planétaire
- Parcourir des informations supplémentaires sur le Débat Citoyen Planétaire

LE DÉBAT CITOYEN PLANÉTAIRE N'AURAIT PU AVOIR LIEU SANS LA CONTRIBUTION DE NOS PARTENAIRES

